



*simplifier la complexité*

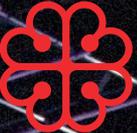
Bureau du cinéma et de la  
télévision du Québec (BCTQ)

*Le développement de la filière  
audiovisuelle du Québec :  
Créer de la valeur en exploitant  
nos actifs et en faisant rayonner  
notre talent ici et à l'étranger*

*Version finale*

*19 mars 2015*

Bureau du cinéma  
et de la télévision

Montréal 



Bureau du cinéma et de  
la télévision du Québec

MONTRÉAL

# Contexte et objectifs du mandat

---

La dernière étude portant sur l'importance économique de la filière audiovisuelle au Québec effectuée pour la mise en place du BCTQ a été réalisée en 2004. Or d'importants changements ont eu lieu au cours de la dernière décennie, tant sur le plan des marchés, des technologies, des modèles d'affaires, etc., et il est ainsi important de retracer l'évolution au cours des dix dernières années et d'évaluer rigoureusement l'importance actuelle de cette industrie au Québec.

Par ailleurs, au cours de cette dernière décennie et encore aujourd'hui, l'attrait pour ce secteur stratégique pour de nombreux gouvernements à travers le monde est indéniable, notamment par son importance comme vecteur de développement clé de l'économie.

Afin d'établir l'importance de la filière audiovisuelle au Québec, il est nécessaire de décrire et d'évaluer les retombées de l'industrie de façon globale et pour chacune de ses principales composantes, et d'illustrer les liens qui unissent ces diverses composantes. En effet, la filière de l'audiovisuel au Québec est bien plus que la somme des centaines d'entreprises qui la composent : il s'agit d'un véritable écosystème dont les diverses composantes se complètent et se renforcent, ce qui confère à la province une industrie dynamique, des ressources de haut niveau et un positionnement concurrentiel reconnu internationalement.

C'est dans ce contexte que le Bureau du Cinéma et de la Télévision du Québec (BCTQ) a mandaté KPMG-SECOR pour documenter l'importance économique de la filière audiovisuelle actuelle et comparer le soutien par crédit d'impôt à l'aide d'une étude rigoureuse et factuelle qui mettra en lumière l'ensemble des aspects-clés de la dynamique industrielle et concurrentielle. Pour ce faire, l'analyse est divisée en trois grandes sections, soit:

- La filière audiovisuelle dans son ensemble
- La production cinématographique et télévisuelle
  - La production locale
  - Les marchés étrangers
- Le crédit d'impôt : levier de développement de l'industrie

# Table des matières

---

	Page
Sommaire	3
1. La filière audiovisuelle	8
2. La production cinématographique et télévisuelle	24
i. La production locale	24
ii. Les marchés étrangers	34
3. Le crédit d'impôt : levier de développement de l'industrie	46
4. Conclusion	53
Annexe	54

# Sommaire

## Sommaire

# L'audiovisuel au Québec : un moteur économique majeur

La filière de l'audiovisuel au Québec est un secteur hautement porteur pour l'économie québécoise qui, après quelques décennies d'évolution, a atteint un niveau de maturité qui se caractérise par :

- Son **envergure et sa diversité** : De nombreux secteurs composent la filière de l'audiovisuel et gravitent autour d'un cœur créatif que représente le secteur de la production. On y retrouve les activités de distribution, de diffusion, les services de soutien à la production (incluant la formation, le financement...) et les activités des fournisseurs (incluant les studios, les équipements, les logiciels, etc.);
- Sa **masse critique** : on recense près de 33 000 emplois directs dans l'ensemble de la filière, soit un niveau qui se compare favorablement à de nombreux autres secteurs économiques tels que les télécommunications (38 200), les services juridiques (28 200), le secteur des services de conseils en gestion et de conseils scientifiques et techniques (25 400). Par ailleurs, la multiplicité de ses composantes et les relations étroites qui les lient en font un **réel écosystème** qui combine à la fois masse critique et profondeur;
- Son **expertise et sa réputation de qualité** bâties au fil des ans, tant sur le plan technique que créatif : Depuis les débuts de la télévision et du cinéma, les institutions (Radio-Canada, ONF, Télé-Québec...) ont joué un rôle majeur dans l'émergence d'une réelle industrie audiovisuelle au Québec. Au cours des dernières décennies, le talent et l'expertise québécoises n'ont cessé de se développer et de se bonifier grâce notamment à des politiques de soutien gouvernemental telle que la mise en place de crédits d'impôt au secteur. Québec compte aujourd'hui parmi les grands centres de production dans le monde où il est possible de réaliser toutes les étapes d'une méga production internationale et se trouve en position très favorable pour tirer profit des nouvelles technologies de production, de la multiplication des plateformes de diffusion et du développement des marchés étrangers;
- La **qualité de ses emplois**, notamment sur le plan salarial : Bien qu'une proportion importante des emplois liés à la production soit des emplois de pigistes / travailleurs autonomes (c'est la nature même des cycles de production qui l'exige), la majorité des travailleurs du secteur ont un volume de travail suffisant pour générer des revenus annuels de l'ordre de 50 000\$ ou plus. Il s'agit d'emplois qui s'inscrivent dans les catégories d'emplois qui permettent de positionner le Québec comme centre créatif international. Par ailleurs, un **taux élevé de diplomation** collégiale et universitaire des travailleurs caractérise la filière de l'audiovisuel ainsi qu'une **vaste offre de programmes d'éducation et de formation** dans des domaines pertinents (scénarisation, réalisation, production, montage, création numérique, effets visuels, animation 3D, etc.) et de qualité internationale;

Pour toutes ces raisons, le **secteur de l'audiovisuel jouit d'un intérêt croissant de la part des gouvernements** en Amérique du Nord et en Europe comme le démontrent les politiques et outils mis en place pour soutenir le développement de cette industrie. L'intérêt grandissant pour les industries créatives et l'économie du savoir, les retombées significatives en termes économiques, le profil des emplois et l'expertise sont tous des éléments qui favorisent le secteur de l'audiovisuel.

## Sommaire

# La production : le cœur de l'écosystème

Le secteur de la production audiovisuelle (incluant la pré-production et la postproduction) représente le cœur de l'écosystème. Non seulement est-elle la composante majeure en termes d'emplois et de PIB, mais c'est là que l'on retrouve l'essentiel des créateurs, des artistes et artisans, des techniciens et des professionnels de l'industrie. C'est au stade de la production que les contenus sont imaginés, conçus, pour ensuite être diffusés, vendus, exportés...

- Le secteur de la production compte le plus grand nombre d'emplois de toute la filière, soit environ 15 000 emplois directs (en équivalents à temps plein). Il s'agit donc de près de la moitié des emplois de l'ensemble de la filière;
- Le secteur est également caractérisé par une grande diversité et une grande complémentarité des types de production, des genres et de la provenance. En effet l'industrie québécoise a réussi à établir un équilibre d'activités solide et pérenne qui allie production locale et production étrangère et qui couvre les longs métrages, courts métrages, documentaires, séries télévisuelles, variétés, magazines, émissions jeunesse, animation, etc.;
- Par ailleurs, grâce au soutien accordé aux services de production, le Québec peut aujourd'hui se targuer de réaliser les tournages et les effets visuels de méga productions américaines telles que X-Men et Robocop. Au Québec, la ville de Montréal se classe aujourd'hui comme **quatrième pôle mondial des effets visuels et de l'animation** en termes d'emplois et son expertise est reconnue partout à travers le monde. Les conditions favorables offertes au Québec (notamment les crédits d'impôt) ont également incité plusieurs entreprises étrangères du secteur des effets visuels à s'installer au Québec, stimulant ainsi la demande et consolidant encore davantage le positionnement et la réputation du Québec dans ce secteur en forte croissance;
- Le secteur de la production permet ainsi de générer des **revenus d'exportation** et d'attirer des **capitaux étrangers**. En effet, l'analyse des flux démontre que les apports des coproducteurs étrangers, l'exportation de productions québécoises, les tournages étrangers faits ici et les autres services rendus pour des clients de l'extérieur du Québec représentent d'importantes entrées de capitaux dans l'économie;
- Les **retombées économiques** directes et indirectes que l'écosystème génère sont significatives : pour l'ensemble de la production, on estime les retombées annuelles en valeur ajoutée à 1,3 milliard de dollars alors que les activités de l'industrie soutiennent plus de 20 000 emplois directs et indirects par année;
- D'autres **retombées dynamiques** : Au-delà des retombées culturelles et sociales liées à l'identité collective, à l'éducation, au tissu social, etc., il est reconnu que l'audiovisuel a un impact sur d'autres secteurs créatifs qui bénéficient de l'expertise en audiovisuel (par exemple l'industrie du jeu vidéo) ainsi que sur l'image de la province à l'étranger et sur le tourisme. Par ailleurs, le **rayonnement de la créativité québécoise à l'étranger** se manifeste tant sur le plan des prix gagnés que des formats ou concepts exportés dans d'autres pays.

## Sommaire

# Opportunités et défis

---

Le développement et le rayonnement de la filière de l'audiovisuel au Québec reposent en grande partie sur la vigueur du secteur de la production qui est la source de la création des contenus. Malgré ses nombreuses forces, le secteur fait cependant face à d'importants défis à la fois structurels et conjoncturels.

- Le **marché local est stable** et n'affiche pas de perspective de croissance significative à court ou moyen terme. Après une forte vague de croissance au cours des années 1990 et du début des années 2000, propulsée notamment par l'introduction et la bonification des crédits d'impôt et par la multiplication des chaînes spécialisées, la demande locale pour le contenu québécois a grandement ralenti;
- Le secteur de la production audiovisuelle au Québec a su, au fil du temps, développer des compétences et une expertise reconnues, et a créé et consolidé une importante masse critique de talents et d'entreprises. Cependant, le secteur est très fragmenté et se compose principalement de **petites entreprises** avec de **faibles marges** de profit et de travailleurs autonomes;
- Le **financement des productions demeure difficile** dans un contexte où les programmes gouvernementaux sont plafonnés, voire réduits et que les autres sommes disponibles localement pour compléter les structures de financement (diffuseurs, distributeurs...) sont également en baisse compte tenu, entre autres, de la stagnation des investissements publicitaires;
- La **concurrence internationale est très vive** et le Québec affiche un certain recul quant à son volume de production par rapport à d'autres territoires, notamment en comparaison avec l'Ontario;
- Par ailleurs, les bouleversements rapides engendrés par les nouvelles technologies et les nouvelles formes de diffusion au cours des dernières années imposent une **révision des modèles d'affaires** de toutes les composantes, de la création à la diffusion et nécessitent une période de transition pour permettre aux entreprises de s'adapter, sur le plan des contenus, du financement et des marchés visés;
- La croissance en télévision passe principalement par les **nouvelles plateformes** et la croissance de productions convergentes (télé-web), ainsi que par les productions diffusées uniquement sur des plateformes Web et mobiles. Ces plateformes représentent des opportunités de développement tant sur le plan de la créativité que de la recherche de nouveaux publics;
- Des opportunités commerciales sur les marchés étrangers peuvent être exploitées et pour ce faire, il est impératif **d'investir dans le développement** tant sur le plan de la recherche de nouveaux concepts ayant un potentiel local et international que dans le développement de relations d'affaires, notamment pour les coproductions et les ententes de diffusion à l'étranger.

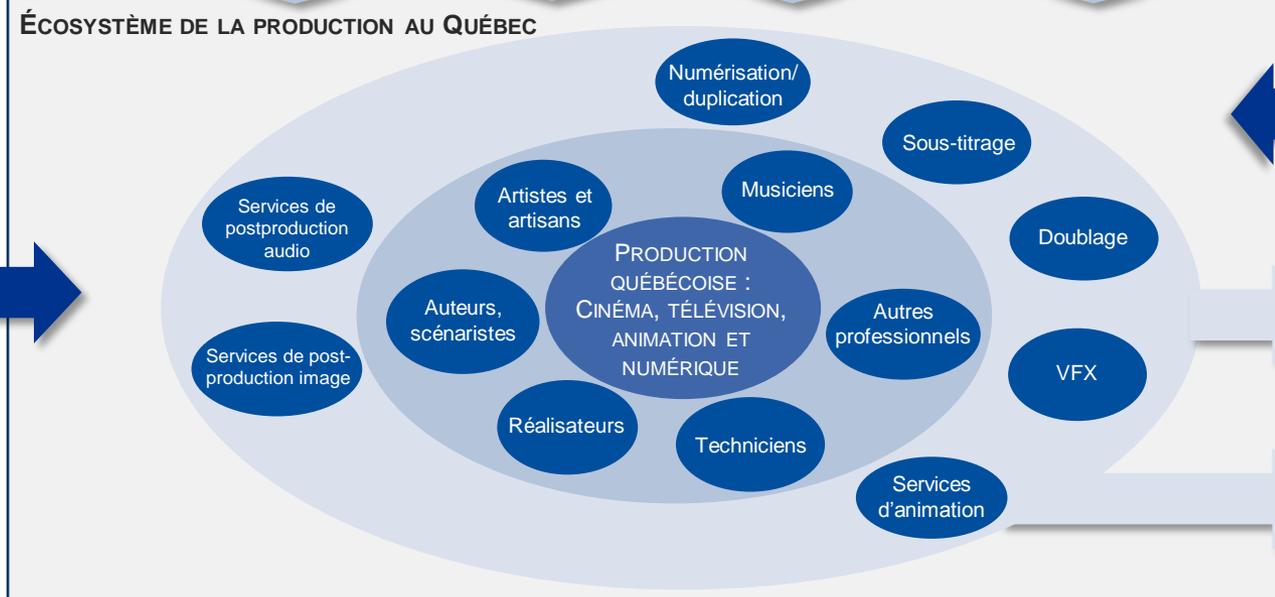
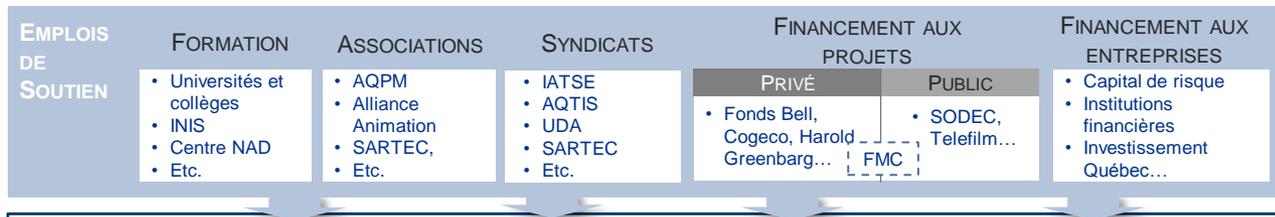
# Opportunités et défis (suite)

Forte de ses acquis et capitalisant sur ses ressources de qualité, l'industrie de la production audiovisuelle possède tous les éléments pour confirmer sa position sur le marché local et pour profiter du potentiel de croissance qu'offrent les nouvelles plateformes et les marchés étrangers dans la mesure où l'expertise et la masse critique soient consolidées et que la compétitivité du territoire sur le plan des coûts soit préservée. Parmi les pistes à explorer :

- **Poursuivre le soutien à la production audiovisuelle** pour assurer que le secteur conserve ses acquis, se développe et reste compétitif à l'échelle internationale. Les crédits d'impôt à la production et aux services de production notamment représentent des éléments-clés pour favoriser le développement du secteur puisqu'ils permettent de maintenir un volume important d'activités, de soutenir des milliers d'emplois et de préserver un seuil de rentabilité minimal essentiel pour ne pas compromettre la qualité des contenus ou la continuité des entreprises. En ce qui a trait aux services de production pour des clients étrangers (tournages et effets visuels notamment), leur pérennité et leur croissance dépendent directement du niveau de compétitivité sur les plans des coûts et des compétences du Québec par rapport à d'autres territoires à travers le monde;
- Viser une plus grande **consolidation de l'industrie de la production**, notamment en cinéma, en favorisant la taille, la masse critique, les capacités de développement, d'exportation et de rayonnement;
- Mettre en place des mécanismes pour **favoriser les investissements dans le contenu original à potentiel d'exportation** en favorisant le développement de contenus et de concepts à potentiel international en amont, les ententes de coproduction, de distribution et de diffusion sur les marchés étrangers, la **valorisation de la propriété intellectuelle** notamment en télévision (ex.: formats) et en animation, ainsi que prévoir des fonds spécifiques pour le développement de marchés et l'exportation pour les producteurs;
- Dédier des fonds au Québec pour **financer des productions numériques** convergentes et les contenus destinés aux plateformes Web et mobile;
- Élaborer une stratégie spécifique pour **l'attrait des productions étrangères** notamment pour le marché en croissance de production de séries télévisuelles en Amérique du Nord et les longs métrages à budget moyen (5 M\$ à 30 M\$). Ces marchés ont considérablement bénéficié aux grands centres de production audiovisuelle de la Côte Est, soit New York et Toronto, mais Montréal n'a pas su accaparer sa juste part. Cette stratégie devrait inclure une offre d'infrastructure suffisante et adaptée pour soutenir une croissance des activités de production, notamment les studios de tournage où Montréal accuse un déficit par rapport à Toronto et Vancouver;
- **Faire rayonner la « marque » Québec** encore davantage à l'étranger, en mettant en valeur son talent créatif, ses ressources, la diversité de ses lieux de tournage, ses avantages compétitifs...

# La filière audiovisuelle

# La filière audiovisuelle : de nombreuses composantes qui gravitent autour de l'écosystème de la production



**ACTIVITÉS DES FOURNISSEURS**

**ACHATS**

- Équipement
- Matériel
- Logiciels
- Services professionnels

**INFRASTRUCTURES**

- Studios
- Laboratoires
- Bureaux

**IMPORTATIONS**

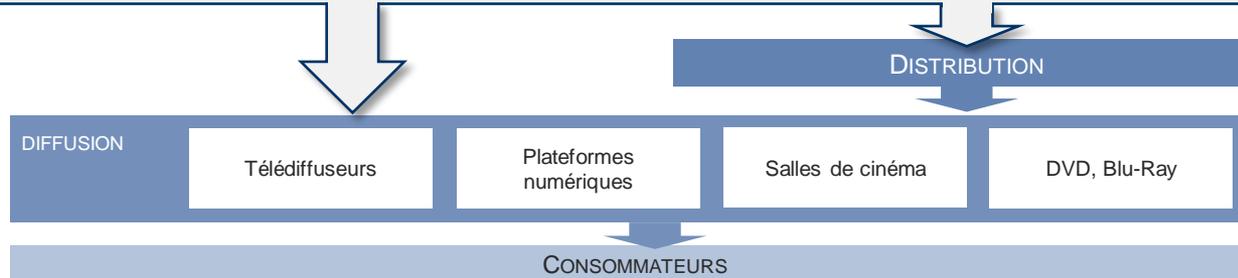
- Sous-traitance
- Droits et licences
- Matériel et équipement
- Logiciels

**PRODUCTEURS ÉTRANGERS**

- Tournages étrangers
- Coproductions
- Vente de services VFX et animation

**VENTES À L'ÉTRANGER**

- Vente de droits et de formats
- Vente de services VFX et animation



# La filière audiovisuelle : Composantes et définitions

---

Au cœur de la filière se trouve l'écosystème de la production cinématographique et télévisuelle composé de ses grandes catégories :

- La **production** proprement dite (cinéma, télévision, animation et numérique), soit les producteurs et les entreprises de production incluant tous les genres : longs métrages de fiction, courts et moyens métrages de fiction, documentaires, productions télévisuelles (fiction, variétés, magazines...), animation, Web séries, etc.;
- Les **artisans et professionnels** qui œuvrent dans le domaine de la production, incluant les scénaristes, les artistes, les réalisateurs, les techniciens, etc.;
- Les **services de postproduction** incluant la postproduction audio et image, le doublage et le sous-titrage, la numérisation/duplication, etc.;
- Les **effets visuels** et les services d'animation.

Autour de cet écosystème gravitent les autres éléments qui composent la filière regroupés selon :

- Les **activités de soutien** incluent les syndicats, les associations, les institutions de formation, ainsi que le financement privé et public aux projets et aux entreprises;
- Les **activités des fournisseurs** représentent les emplois soutenus par les achats de biens et services de l'industrie de la production cinématographique et télévisuelle au Québec;
- Les **activités de diffusion** incluent les activités des distributeurs, des télédiffuseurs (publics et privés, conventionnels, spécialisés et payants) et des autres diffuseurs, soit les exploitants de salles de cinéma et le commerce de détail de matériel vidéo. Cette catégorie exclut cependant la câblodistribution et la diffusion par satellite dont les activités comprennent également les activités de fournisseurs Internet qui ne sont pas uniquement attribuables à la filière audiovisuelle.

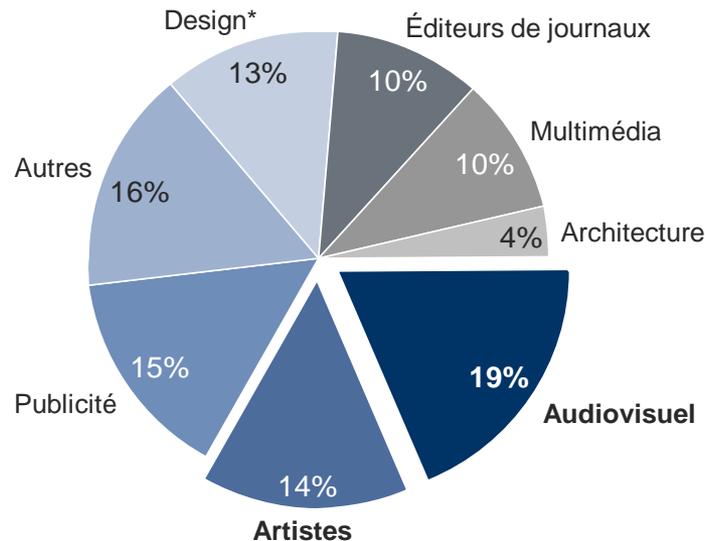
# L'audiovisuel : une composante majeure des industries créatives québécoises

L'industrie de l'audiovisuel représente près de 20% des emplois qui composent les industries créatives

- Cette **proportion atteint près de 35%** si on y inclut les emplois liés aux artistes qui sont actifs en forte proportion dans les productions cinématographiques et télévisuelles (14%)
- Au Québec, les industries créatives représentent 3% de l'emploi total de la province et sont un moteur d'une création d'emplois significative pour la province, soit 18% de croissance totale depuis 5 ans
- À Montréal seulement, on estime que les industries créatives ont généré 8,6 milliards de dollars à l'économie de la métropole en 2012 (soit 5% du PIB)

## Répartition de l'emploi au sein des industries créatives

Québec, 2014



*Note: La catégorie Autres est composée des catégories Enregistrement sonore, Radiodiffusion, Compagnies d'arts d'interprétation, Promoteurs d'événements artistiques et autres et Agents et représentants d'artistes et autres personnalités. La catégorie Multimédia comprend les Éditeurs de logiciels et le jeu vidéo. La catégorie Audiovisuel comprend la production et la télédiffusion. \*Excluant le design d'intérieur.*

Source : Statistique Canada (EPA, compilation spéciale); Chambre de commerce du Montréal métropolitain (2013) « Les industries créatives: catalyseurs de richesse et de rayonnement pour la métropole »; Analyse KPMG-SECOR

# Une filière stratégique : un intérêt grandissant des gouvernements à travers le monde à soutenir la production...

L'intérêt grandissant pour le développement de la filière audiovisuelle dans de nombreux pays à travers le monde, notamment en Amérique du Nord et en Europe, se justifie à de nombreux niveaux

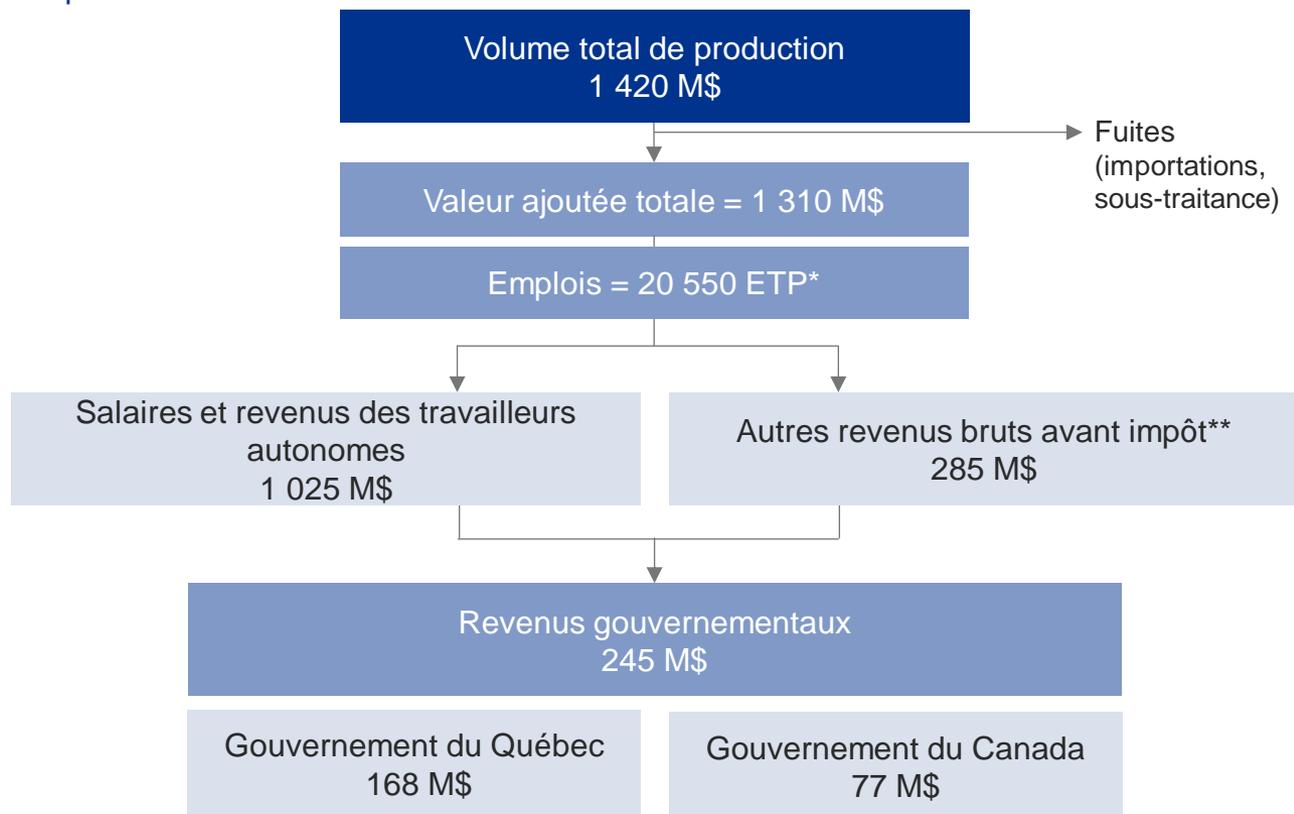
<b>Un intérêt grandissant pour l'économie créative en général et le secteur de l'audiovisuel en particulier</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>■ L'économie créative repose sur des compétences de haut niveau, crée des emplois à revenus élevés et offre un rayonnement positif à l'étranger qui se répercute notamment sur le plan du tourisme</li><li>■ La filière de l'audiovisuel est un des principaux moteurs des industries créatives : « <i>We are now in a strong position to attract new digital content business and stimulate new knowledge-based jobs – an exciting development for our vibrant creative economy</i> » - Vancouver Post Alliance</li></ul>
<b>Volume et masse critique :</b> Accroissement des activités de production locales et étrangères	<ul style="list-style-type: none"><li>■ Exportations : principalement par l'attraction sur le territoire de productions étrangères qui utilisent des services et infrastructures de tournage, de postproduction et d'effets visuels, un impact mesuré principalement dans les territoires « matures » comme au R.-U., en France et en Irlande qui attirent plusieurs méga productions internationales, notamment des États-Unis</li><li>■ Accroissement des coproductions : la présence d'un crédit d'impôt dans un territoire rend celui-ci attrayant pour des coproducteurs étrangers, compte tenu notamment du caractère automatique de la mesure</li><li>■ Déplacement des activités de production vers des territoires plus compétitifs : ce déplacement est observé principalement pour les productions étrangères et non pour les productions domestiques</li></ul>
<b>Emplois et compétences :</b> Développement d'un bassin de main-d'œuvre qualifiée	<ul style="list-style-type: none"><li>■ Les données d'emplois ont confirmé que l'introduction ou la bonification de mesures fiscales de soutien à la production a un impact majeur sur le nombre d'emplois du secteur. Par ailleurs, une analyse de l'Observatoire européen de l'audiovisuel illustre que la croissance du volume de production est supérieure pour les pays ayant mis en place des mesures de soutien fiscal</li><li>■ Les emplois du secteur sont des emplois de qualité avec des niveaux de salaire supérieurs à la moyenne</li><li>■ L'analyse démontre également un lien entre les mesures fiscales et l'attraction de main-d'œuvre d'autres pays, ainsi que l'amélioration des compétences</li><li>■ La présence d'un bassin important de main-d'œuvre qualifiée permet d'attirer des mégaproductions sur le territoire</li></ul>
<b>Retombées économiques significatives :</b> salaires, valeur ajoutée et recettes fiscales	<ul style="list-style-type: none"><li>■ L'activité de production permet non seulement de créer et de maintenir des emplois directs, mais également de soutenir des emplois chez d'autres fournisseurs (emplois indirects) dans divers secteurs de l'économie incluant les studios de tournage, les fournisseurs d'équipement, le transport, les hôtels, les restaurants / traiteurs, etc.</li><li>■ Cette activité crée aussi une valeur ajoutée significative dans l'économie (salaires directs et indirects, profits des entreprises...) et d'importantes recettes fiscales pour les gouvernements</li></ul>
<b>Autres impacts positifs :</b> exportations, infrastructures et rayonnement	<ul style="list-style-type: none"><li>■ L'intérêt grandissant du secteur privé à investir dans des infrastructures et des équipements dans la mesure où les incitatifs sont concurrentiels et permanents et procurent un niveau de confiance important pour les investisseurs privés locaux et étrangers. Ces investissements augmentent à leur tour la capacité de production et ainsi le potentiel de croissance et sont source de taxes foncières</li><li>■ Rayonnement à l'étranger, impact sur le tourisme</li></ul>

Source : Adapté par KPMG à partir de *Impact Analysis of Fiscal Incentive Schemes, Observatoire Européen de l'audiovisuel, décembre 2014*

# ... qui s'explique par la création de richesse significative du secteur

Les retombées économiques que génèrent le secteur de la production audiovisuelle sont significatives

Contrairement à d'autres secteurs de l'économie, on observe peu de fuites économiques dans le secteur de l'audiovisuel (peu d'importations) : 1,3 milliard \$ sur 1,4 milliard \$ de volume de production est conservé dans l'économie du Québec, soit 93% de la valeur totale de la production



Source : Simulations à partir du modèle intersectoriel de l'Institut de la Statistique du Québec; Simulations pour les VFX (Rapport PwC); Analyse KPMG-SECOR

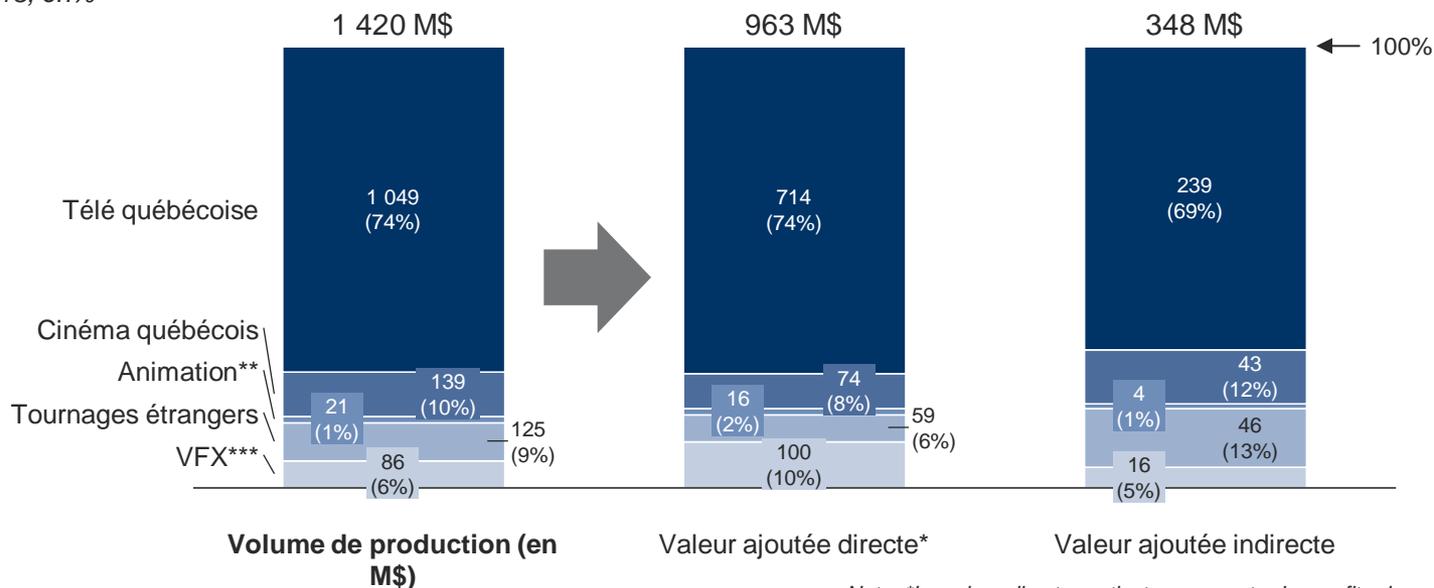
\*Équivalents temps plein; \*\*Les autres revenus bruts comprennent la rémunération du capital (profit, amortissement), les intérêts divers ainsi que les charges et les avantages sociaux payés par l'employeur. Ils excluent cependant les profits des entreprises du secteur.

# Un apport important au PIB du Québec

En 2012-2013, l'industrie de la production cinématographique et télévisuelle a généré **1,3 milliard de dollars** dans l'économie du Québec (exprimé en termes de PIB)

## Répartition de la valeur ajoutée directe et indirecte soutenue par le secteur de la production cinématographique et audiovisuelle

2012-2013, en%



Note: \*La valeur directe ne tient pas compte des profits des entreprises du secteur de la production (sauf dans le cas des VFX où l'information était disponible); \*\*Les productions d'animation incluent les productions étrangères et québécoises; \*\*\*La portion des effets visuels a été extraite des budgets des différents types de productions puis regroupées sous la catégorie VFX et ne représente que les dépenses de main-d'œuvre. Les retombées tiennent cependant compte des dépenses totales et des profits des entreprises de VFX.

Source : Simulations à partir du modèle intersectoriel de l'Institut de la Statistique du Québec; Simulations pour les VFX (PwC); Analyse KPMG-SECOR

# Près de 170 M\$ de revenus annuels pour le gouvernement du Québec

Par leur contribution aux impôts sur les salaires, les taxes à la consommation payées et la contribution (employeur et employé) au Fonds des services de santé (FSS), l'industrie contribue à hauteur de 168 M\$ aux revenus du gouvernement du Québec

- Cette contribution est d'environ 77 M\$ pour le gouvernement du Canada
- L'industrie soutient également 125 M\$ en revenus de parafiscalité québécoise (CSST, RQAP, RRQ) et 35 M\$ en revenus de parafiscalité canadienne (AE)

## Revenus pour les gouvernements liés à la production audiovisuelle au Québec

2012-2013, en M\$

	TOTAL (M\$)
<b>Revenus du gouvernement du Québec (excluant la parafiscalité)</b>	<b>167,8</b>
<i>Impôts sur les salaires</i>	91,0
<i>Taxes à la consommation</i>	45,3
<i>Fonds des services de santé</i>	31,5
<b>Parafiscalité provinciale</b>	<b>124,5</b>
<b>Revenus du gouvernement du Canada (excluant la parafiscalité)</b>	<b>77,3</b>
<i>Impôts sur les salaires</i>	54,6
<i>Taxes à la consommation</i>	22,6
<b>Parafiscalité fédérale</b>	<b>35,1</b>

Source : Simulations à partir du modèle intersectoriel de l'Institut de la Statistique du Québec; Analyse KPMG-SECOR

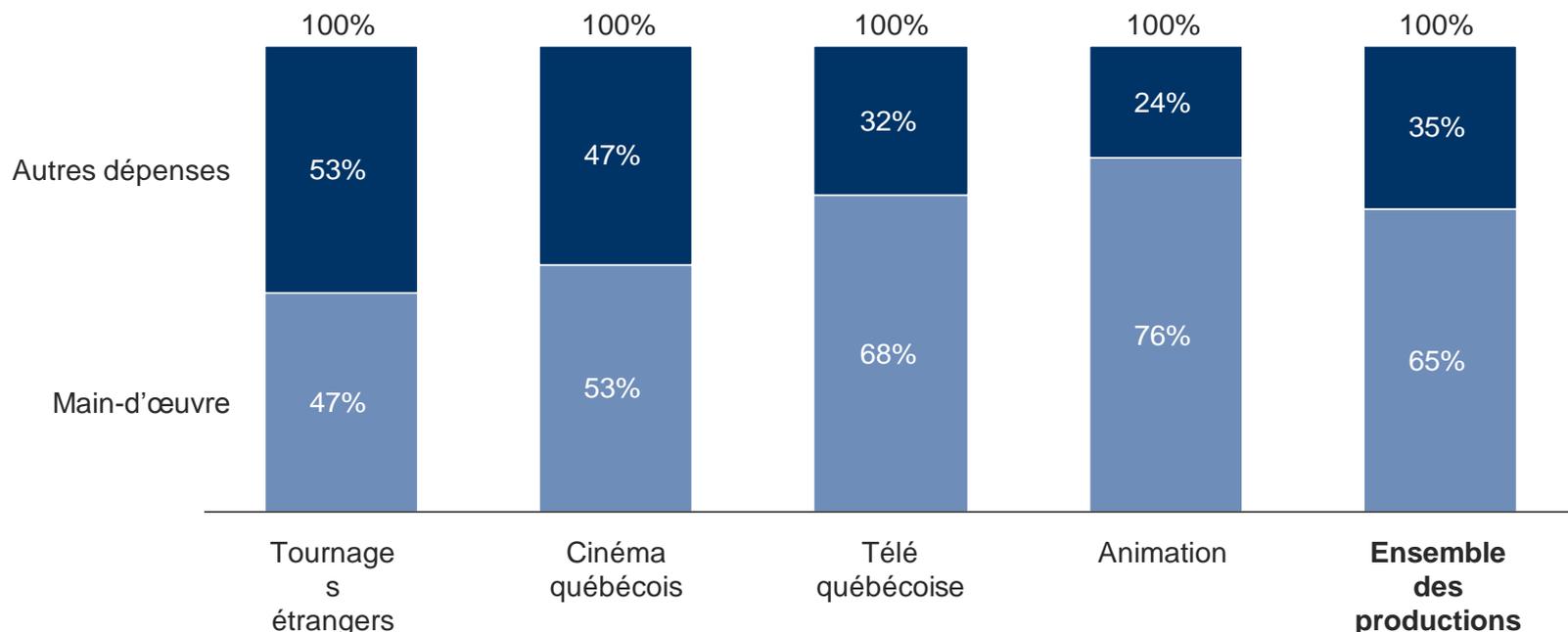
# Des activités de production intensives en main-d'œuvre

La majorité des dépenses engagées dans les productions cinématographiques et télévisuelles servent à soutenir les salaires des emplois locaux (65%des budgets, en moyenne)

- Au total, on estime qu'environ **741 M\$** sont ainsi distribués en rémunération directe (excluant les bénéfices) à travers l'ensemble des productions
- Ce montant inclut les salaires ainsi que les avantages sociaux payés (environ 14%) aux employés

## Part de la main-d'œuvre dans le devis (part Québec) des productions\*

2012-2013, en%



Source : SODEC; Analyse KPMG-SECOR

\*Pour les productions admissibles aux crédits d'impôt

# La filière soutien près de 33 000 emplois au Québec

## Emplois liés à la filière audiovisuelle au Québec

Estimations pour 2014, Équivalents temps plein (ETP), Québec

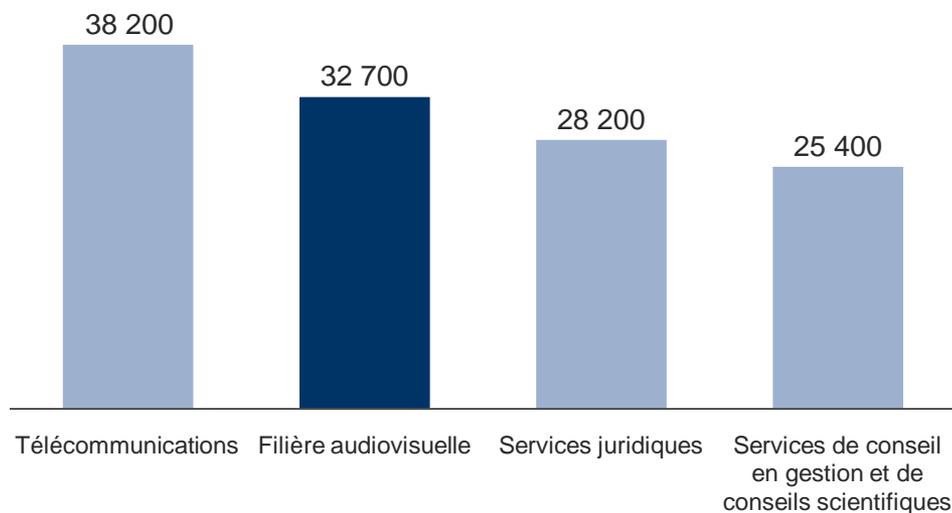


Au total, la filière audiovisuelle au Québec soutient 32 700 emplois en équivalents à temps plein (ETP).

Un niveau d'emploi comparable au secteur des télécommunications (38 200), les services juridiques (28 200), le secteur des services de conseils en gestion et de conseils scientifiques et techniques (25 400)

## Comparaison des emplois selon les secteurs

2014, en nombre de travailleurs



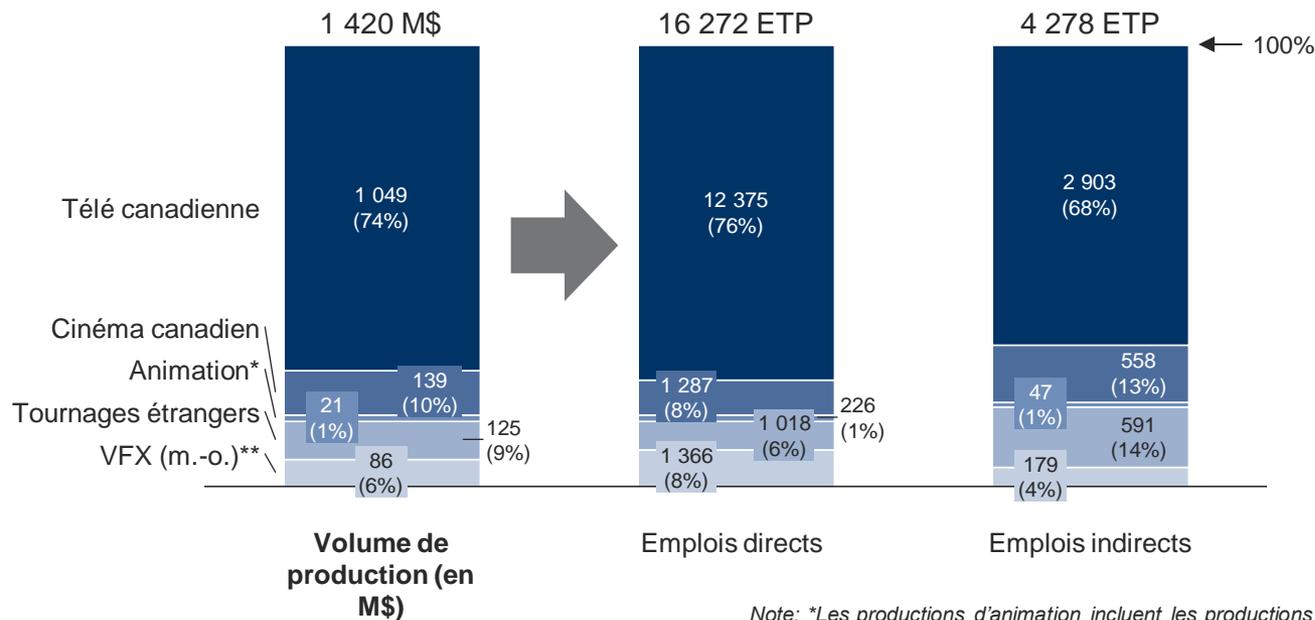
Sources : Simulations avec le modèle de l'ISQ; Nordicity (2012) « The Economic Contribution of the Film and Television Sector in Canada »; Statistique Canada; CRTC; Analyse KPMG-SECOR

Note: \*Statistique Canada (tableau 383-0030); \*\*Estimé à l'aide des données canadiennes de l'étude de Nordicity

# À lui seul, le secteur production compte pour la moitié des emplois de la filière

En 2012-2013, le secteur de la production cinématographique et télévisuelle a soutenu 16 270 emplois directs dans l'industrie auxquels s'ajoutent 4 280 emplois indirects et chez ses fournisseurs de biens et services pour un total de plus de 20 000 emplois

## Répartition des emplois directs et indirects soutenus par le secteur de la production cinématographique et audiovisuelle 2012-2013, en%



Note: \*Les productions d'animation incluent les productions étrangères et québécoises; \*\*La portion des effets visuels a été extraite des budgets des différents types de productions puis regroupées sous la catégorie VFX et ne représente que les dépenses de main-d'œuvre. Les retombées tiennent cependant compte des dépenses totales des entreprises de VFX.

Source : Simulations à partir du modèle intersectoriel de l'Institut de la Statistique du Québec; Simulations pour les VFX (PwC); Analyse KPMG-SECOR

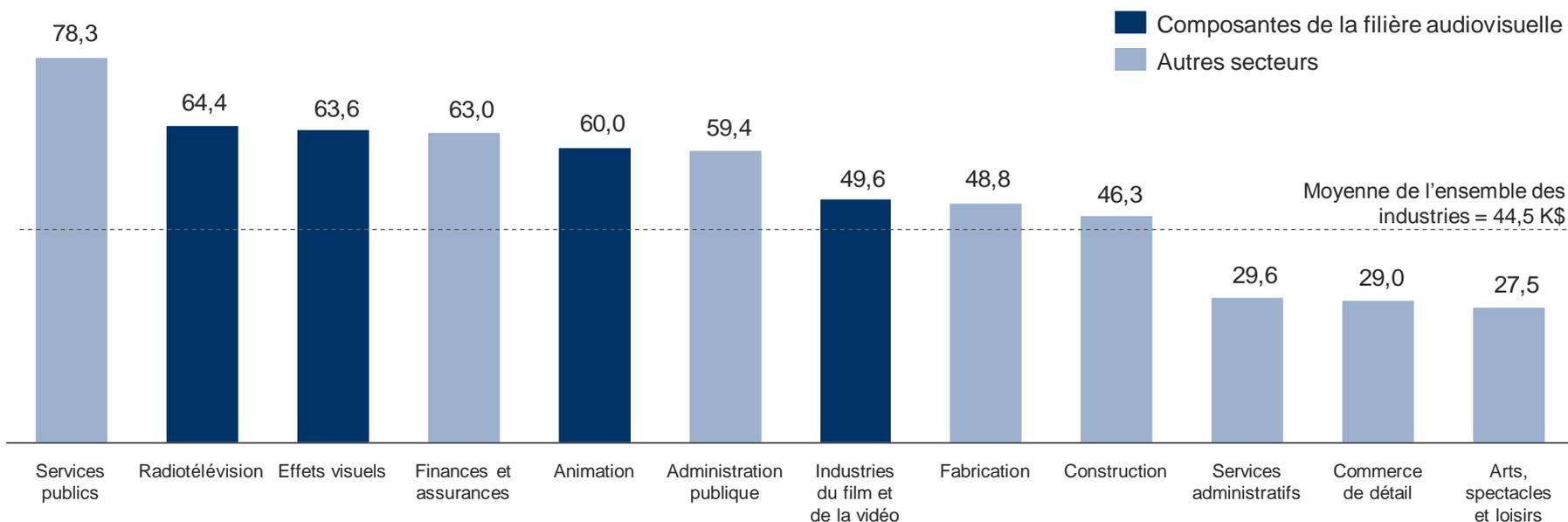
# Des emplois mieux rémunérés que la moyenne du Québec

## Par ailleurs, les revenus moyens des travailleurs sont mieux rémunérés que la moyenne des industries

- Par exemple, les employés de l'industrie du film et de la vidéo gagnent en moyenne 49 600\$ par année, soit 11% de plus que la moyenne de l'ensemble des industries
- Les employés du secteur de l'animation et de la radiotélévision gagnent respectivement 60 000\$ et 64 400\$ par année, soit 35% et 45% de plus que la moyenne des industries, alors que ceux du secteur des effets visuels ont des revenus annuels moyens de 63 600\$

## Comparaison des revenus annuels moyens des travailleurs par industrie au Québec

Québec, 2014, en \$



Source : Statistique Canada (ENM, 2011), Analyse KPMG-SECOR

Note: Les données de l'ENM ont été ajustées en fonction de la croissance moyenne des salaires des industries (enquête EERH) pour être représentatives de 2014

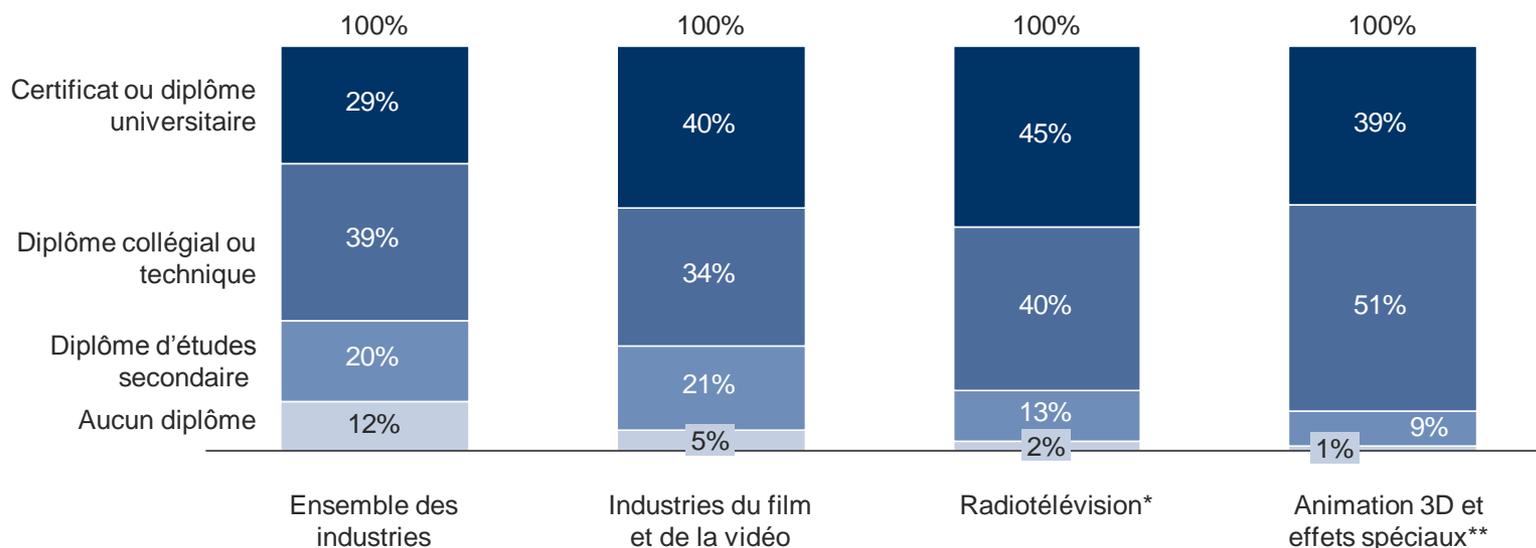
# Un niveau de formation supérieur à la moyenne du Québec

Tous les emplois des secteurs composant la filière de la production cinématographique et télévisuelle ont des niveaux de formation supérieurs à l'ensemble des industries du Québec

- En effet, 40% des employés de l'industrie du film et de la vidéo détiennent un diplôme universitaire, 45% des employés en radiotélévision et 39% des professionnels en animation et effets spéciaux, alors que seulement 29% des travailleurs québécois détiennent un diplôme universitaire (certificat, baccalauréat, maîtrise, doctorat)

## Comparaison des niveaux de diplomation – Industrie de l'audiovisuel et ensemble des industries

Québec, 2010, en % selon le plus haut niveau atteint



Note: \*Radiotélévision inclut la radiodiffusion et la télédiffusion (sauf par Internet) ainsi que la télévision payante et spécialisée \*\*Animation 3D et effets spéciaux est représentée par le groupe professionnel 5241 – Designers graphiques et illustrateurs qui inclut les animateurs de films d'animation, les concepteurs d'animation 3D, les designers visuels en multimédia, etc.;

Source : Statistique Canada (ENM, 2011), Analyse KPMG-SECOR

# Un écosystème soutenu par une offre solide d'éducation et de formation

L'industrie cinématographique et télévisuelle au Québec est mature et pour la soutenir, une offre de formation complète formée d'institutions privées et publiques s'est développée au fil des ans

- Au total, près de 60 programmes de différents niveaux (techniques, certificats, baccalauréat, maîtrise...) sont offerts au Québec à travers une quinzaine d'écoles, universités et institutions privées

## Collégial et technique

**Cégep de Jonquière** (Techniques de production et de postproduction télévisuelles)  
**Cégep du Vieux-Montréal** (Animation 3D et synthèse d'image)  
**Cégep Limoilou** (Animation 3D et synthèse d'image, DEC préuniversitaire, Communication, cinéma et créativité)  
**Collège Bois-de-Boulogne** (Modélisation et animation 3D)  
**Collège Lionel-Groulx** (Gestion et technique de scène)  
**Collège de St-Hyacinthe** (DEC préuniversitaire, profil Cinéma, Technique en gestion et technique de scène Conception décors et costumes)  
**École des métiers du cinéma et de la vidéo – Cégep de Rivière-du-Loup** (Techniques de réalisation de films documentaires, Conception et réalisation de films Web/ pubs et vidéos, L'art du montage: cinéma, télé-web/ langages et outils, Conception et production de vidéos en lien avec son milieu)  
**École Nationale de Théâtre du Canada** (Production, Écriture dramatique, Scénographie, Mise en scène, Interprétation)  
**Collège Dawson** (DEC Cinéma et communication, Animation 3D et synthèse d'images)  
**Cégep de Matane** (Technique d'animation 3D et synthèse d'images, Technique d'intégration multimédia)

## Universitaire

**Université Concordia** (Bac production cinématographique, Bac en animation, Maîtrise Studio Arts – Profil Production)  
**Université du Québec à Chicoutimi** (Bac en animation 3D et en design numérique, Certificat en animation 3D et en design numérique, Certificat en cinéma et vidéo, Certificat en arts numériques)  
**Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue** (Bac en création numérique, Majeure de création en 3D, Certificat en effets visuels pour le cinéma et la télévision)  
**Université de Montréal** (Bac en cinéma, en écriture de scénario et création littéraire)  
**Université du Québec à Montréal – UQAM** (Bac en communication – profil cinéma et profil télévision, DESS musique de film, Certificat en scénarisation cinématographique)  
**Université Laval** (Certificat en art et science de l'animation, Certificat en études cinématographiques)  
**Université Sherbrooke** (Bac en sciences de l'image et médias numériques, Certificat en arts visuels)

## Centres privés

**INIS** (Programmes en cinéma, Écriture de long métrage, Écriture d'une série télévisée de fiction, Médias interactifs et jeux vidéos, Télévision)  
**Collège O'Sullivan** (DEC en technique d'animation 3D et synthèse d'images)  
**École de cinéma et télévision de Québec – ECTQ** (Acteurs et actrices, Caméra et lumière, Montage vidéo, Réalisation cinéma, Scénarisation)  
**Centre NAD** (Bac et maîtrise en Animation 3D et design numérique)  
**Collège Inter-Dec** (Animation 3D pour la télévision et le cinéma, Montage vidéo)  
**Institut Trebas** (Production cinématographique et télévision, Enregistrement du son et sonorisation)  
**Institut Teccart** (AEC en Design et animation 3D)  
**ISART Digital** (Cinéma Animation 3D, Effets spéciaux 3D, Design de musique et sons)

# Des sources de financement variées de sources publiques et privées pour les projets

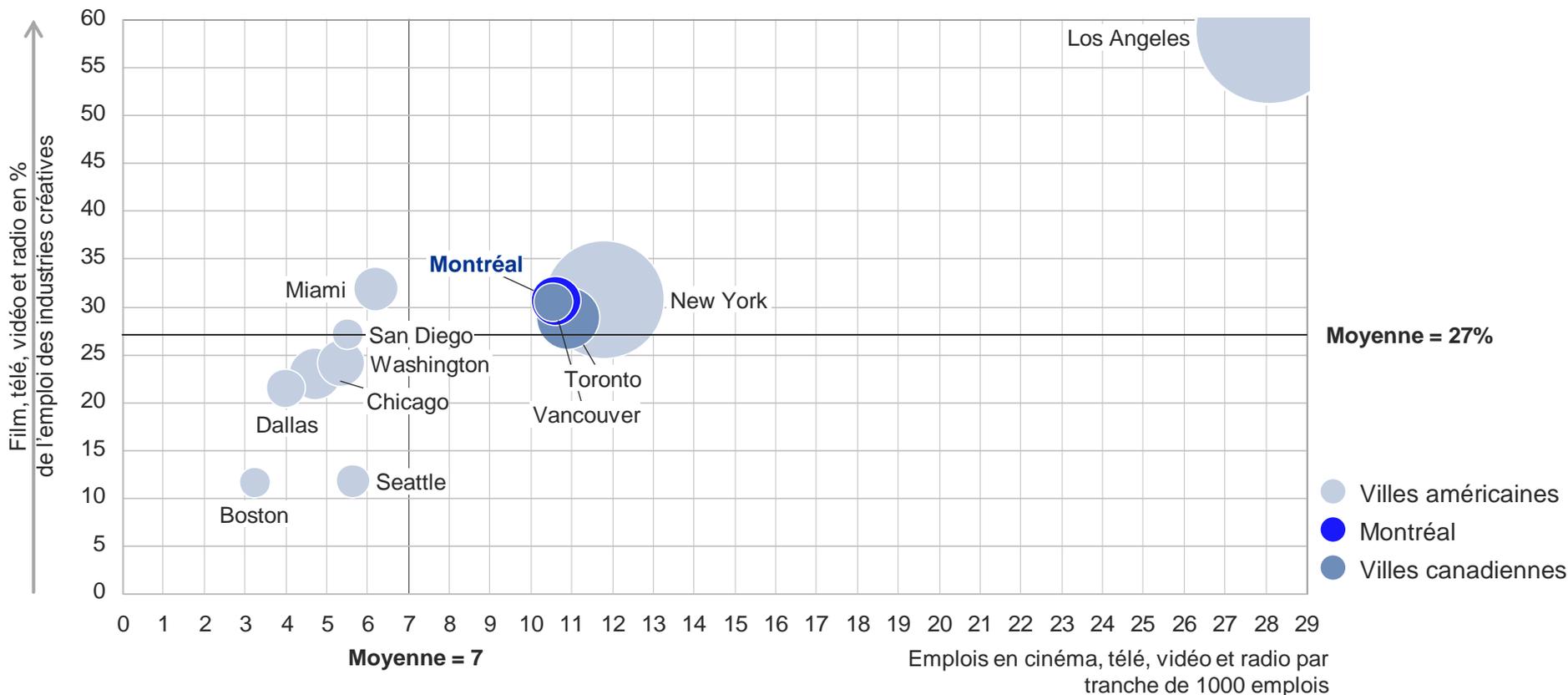
Financement public	Programme
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La <b>SODEC</b> administre le programme de crédit d'impôt conjointement avec Revenu Québec et administre les programmes d'aide au secteur du cinéma et de la télévision. Elle offre aussi aux entreprises les services d'une banque d'affaires.             <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Programmes de crédit d'impôt</u> : Crédit d'impôt remboursable pour la production québécoise, Crédit d'impôt remboursable pour les services de production, Crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films</li> <li>• <u>Autres programmes</u> : Programme d'aide à la scénarisation, à la production, aux jeunes créateurs, à la promotion et la diffusion, Programme d'aide à l'exportation et au rayonnement culturel</li> </ul> </li> <li>- <b>Téléfilm Canada</b> administre les <u>programmes du Fonds du long métrage du Canada</u> : aide au développement, à la production, à la mise en marché, à la production à micro-budget, pour le long métrage documentaire, pour le long métrage à la famille et pour la mise en marché à l'international</li> <li>- Le <b>Fonds des médias du Canada</b> soutient l'industrie télévisuelle par l'entremise de son volet de <u>financement convergent</u> qui soutient la création de contenu télévisuel et numérique convergent. Quelques projets sont aussi financés par le volet expérimental             <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une part importante du financement du Fonds provient du secteur privé (les câblodistributeurs et diffuseurs par satellite)</li> <li>• Les enveloppes sont attribuées aux télédiffuseurs canadiens selon un système de pointage</li> </ul> </li> </ul>
Financement privé	Programme
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le <b>Fonds Bell</b> participe financièrement, depuis 1997, à la production de projets de nouveaux médias liés aux productions télévisuelles via plusieurs programmes, dont : Programme d'aide à la production/ Aide à la production à budget modeste/ Développement/ Du Web à la télé/ Dynamisation de la performance/ Développement télé en ligne/ Initiative Héritage</li> <li>- Depuis 1996, le <b>Fonds Harold Greenberg</b> administre les programmes de langue française et de langue anglaise qui financent la production d'œuvres audiovisuelles canadiennes mettant à contribution les talents créateurs d'ici</li> <li>- Le <b>Fonds Cogeco</b> de développement d'émissions a pour objet de promouvoir le développement et la production de nouvelles émissions dramatiques écrites par des Canadiens et devant être produites par des producteurs canadiens indépendants, en français ou en anglais, ou préférentiellement dans ces deux langues.</li> <li>- Le <b>Fonds de financement Rogers pour le documentaire</b> encourage la production de documentaires ayant obtenu des licences de diffuseurs canadiens</li> <li>- Créé en 1999, le <b>Fonds Québecor</b> contribue au développement de la production de contenu canadien et favorise simultanément l'exploitation de nouveaux modèles de diffusion             <ul style="list-style-type: none"> <li>• Programme principal d'aide à la production télévisuelle (PPAP)</li> <li>• Programme d'aide à la production événementielle et cinématographique (PAPEC)</li> <li>• Programme d'aide à l'exportation (PAEX)</li> </ul> </li> <li>- Le <b>Fonds indépendant de production (FIP)</b> a été créé en 1991 pour offrir un soutien financier aux producteurs canadiens indépendants pour la production de séries de fiction pour la télévision. En 2010, le FIP a mis sur pied un programme expérimental pour le financement de séries de fiction pour le Web qui vise à soutenir la création de contenus de fiction dédiés au web et aux plateformes mobiles.</li> <li>- Le <b>Fonds Shaw-Rocket</b> investit dans des émissions de télévision et des contenus numériques destinés aux familles, aux enfants et aux jeunes canadiens</li> </ul>

# Montréal se distingue parmi les plus grands centres en audiovisuel en Amérique du Nord

La région métropolitaine de Montréal, où se concentre 85% des emplois de l'audiovisuel, se classe avec les plus grands centres nord-américains tels que New York, San Francisco, Vancouver, et Toronto, tant du point de vue de la proportion du secteur de l'audiovisuel dans l'emploi total que pour l'importance même du secteur au sein des industries créatives

## Positionnement des métropoles dans le secteur du film, de la vidéo, de la radiodiffusion et de la télédiffusion

2012, par métropole



Source : US Bureau of Labor Statistics (BLS), Statistique Canada

Note: La taille des cercles est fonction du nombre d'emplois du sous-secteur

La production  
cinématographique et  
télévisuelle :

La production locale

# Un volume total de production d'environ 1,4 milliard de dollars segmenté selon les types de production

La **production télévisuelle indépendante** comprend les contenus télévisuels produits par les producteurs indépendants, soit les séries télévisées, les miniséries, les téléfilms, les émissions uniques et les émissions pilotes. Elle se compose de plusieurs genres soit la fiction (dramatique et comédie), les émissions pour enfants, les documentaires, les magazines, les variétés et les arts de la scène.

La **production interne** est constituée de la programmation réalisée par les télédiffuseurs généralistes privés ou publics, ainsi que les chaînes de télévision spécialisées et payantes (dans leurs propres installations).

La **production cinématographique** (cinéma québécois) se compose des longs métrages, courts et moyens métrages, d'abord présentés au public dans les salles de cinéma.

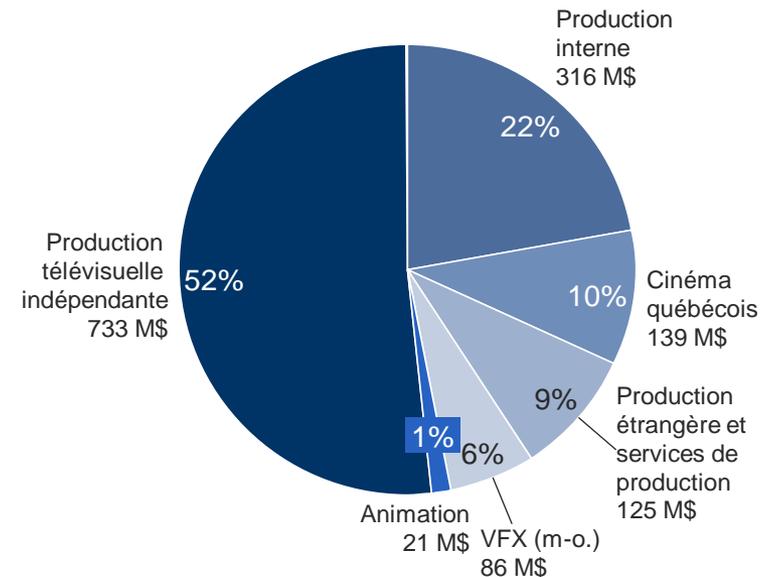
L'**animation** (par ordinateur ou image-par-image) est un genre de production à part entière qui se distingue de la fiction, et qui peut appartenir à plusieurs catégories : télévision, cinéma, ou production étrangère (nous avons isolé les productions d'animation des données du CMPA à partir de données fournies par la SODEC).

Le secteur de la **production étrangère et des services de production** se compose des longs métrages et des émissions de télévision réalisés au Québec par des producteurs étrangers ou par des producteurs québécois pour le compte d'étrangers.

Les **effets visuels** (VFX) incluent les activités, réalisées le plus souvent en sous-traitance, pour recréer grâce à des logiciels d'animation, des scènes, des environnements, des personnages ou des objets qui n'existent pas dans la réalité ou qui ne peuvent pas être filmés au moment du tournage et qui sont réintégrés à l'œuvre par le biais du montage.

## Répartition des volumes de production selon le type 2012-2013, en%

Volume total de production = 1 420 M\$



Sources : SODEC; CMPA; PwC; Analyse KPMG-SECOR

Note: Les portions des budgets consacrées aux effets visuels ont été extraites des devis pour chaque type de production et regroupées sous la catégorie VFX. Le genre Animation a également été extrait à partir des données de la SODEC (excluant la portion du devis attribuable aux effets visuels).

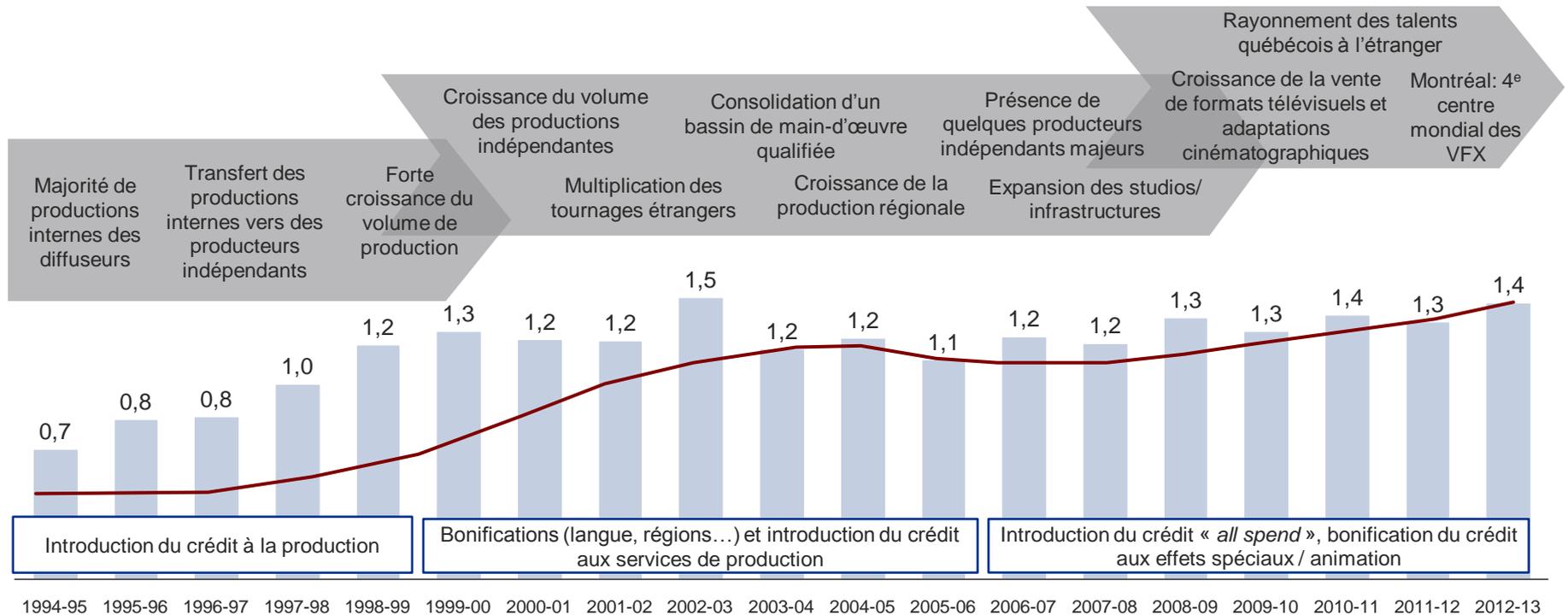
# Depuis 20 ans, le Québec a réussi à bâtir un volume significatif de production

Le volume de production s'est sensiblement accru au fil des ans et le Québec compte aujourd'hui sur une masse critique d'activité pour les marchés locaux et étrangers et sur un bassin qualifié de main-d'œuvre

- L'introduction du crédit d'impôt et les bonifications subséquentes ont permis au Québec de développer une industrie de la production audiovisuelle significative en termes de taille et reconnue pour ses compétences

## Évolution du volume de production cinématographique et télévisuelle au Québec

Québec, 1994-2012, en milliards de dollars

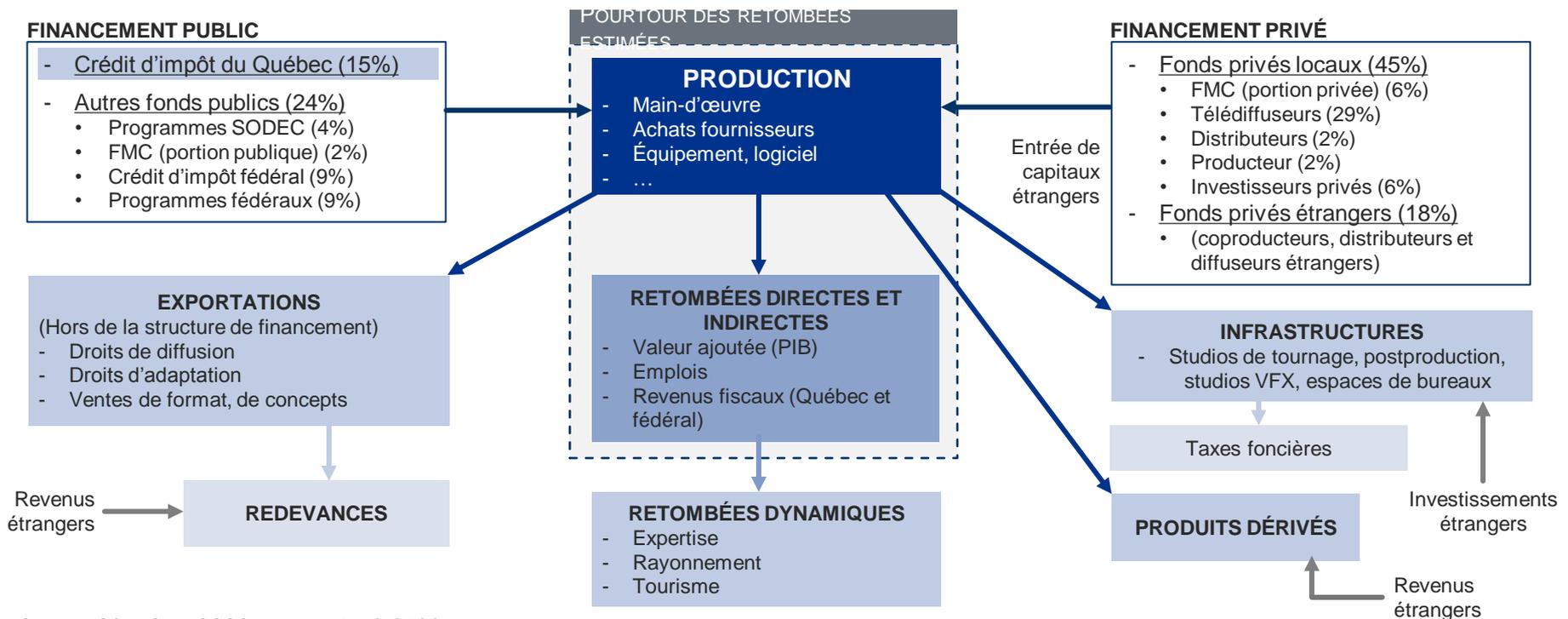


Source: CMPA, SODEC et analyses KPMG-SECOR

# La production : création de richesse, attrait de fonds étrangers et retombées économiques

Malgré sa proportion relativement faible dans la structure de financement des productions, le crédit d'impôt du Québec représente un levier important qui permet de confirmer d'autres sources de financement public et privé et de boucler la structure de financement

- Il permet donc de concrétiser les activités de production et de bénéficier des retombées qui en découlent, en plus d'être un catalyseur de recettes d'exportations
- Son caractère automatique en fait un outil de choix pour les producteurs locaux et étrangers et les coproducteurs, puisqu'il procure une certitude quant à l'obtention des fonds. Par ailleurs, la stabilité historique du crédit d'impôt québécois procurait également une assurance pour les partenaires étrangers, assurance qui s'est traduite dans l'implantation massive de studios d'effets spéciaux depuis quelques années



Sources: SODEC via OCCQ; Analyse KPMG-SECOR

Note: La structure de coûts représente les productions éligibles au crédit d'impôt les longs métrages de fiction, les courts et moyens métrages de fiction, les documentaires, les productions télévisuelles (excluant certains types de productions comme les télé-réalité, concours, questionnaires, etc.) et les productions d'animation

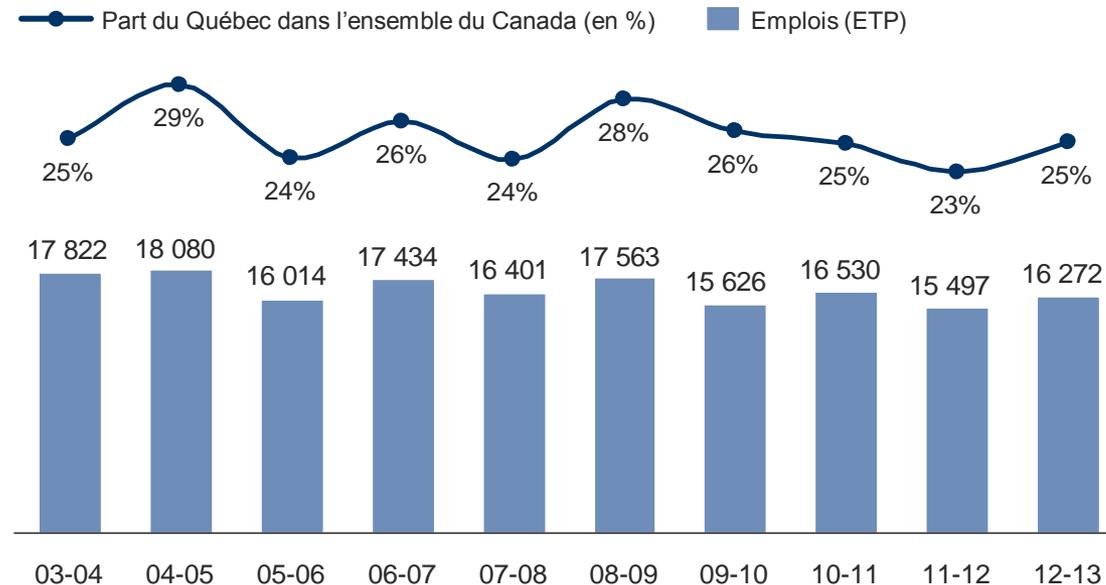
# Un volume de production qui permet au Québec de maintenir un bassin de main-d'œuvre important

La production cinématographique et télévisuelle soutient plus de 16 000 emplois directs au Québec. À ce titre, le Québec se situe au même niveau que la Colombie-Britannique (28% des emplois) alors que l'Ontario arrive bon premier avec environ 41% des emplois directs dans ce secteur

- Le maintien de ce bassin de main-d'œuvre qualifiée est assuré par la diversité et multiplicité des types de productions et de leur provenance qui permet de maintenir un volume d'activités plus ou moins stable tout au long de l'année pour les artistes, artisans, techniciens et professionnels. Les productions étrangères notamment jouent un rôle-clé dans le maintien du niveau d'emploi et des compétences de ressources

## Évolution des emplois directs en production cinématographique et télévisuelle au Québec

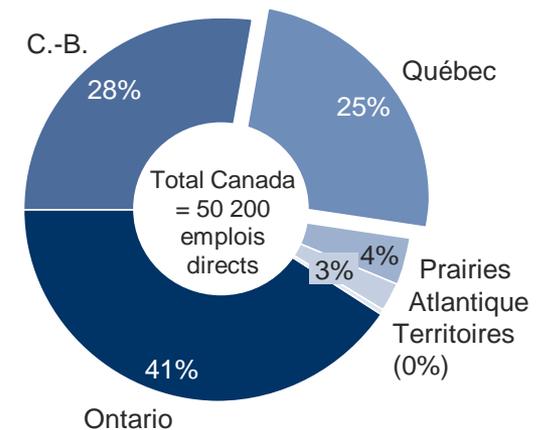
2003-2004 / 2012-2013, en équivalents temps plein et % du Canada



Source: CMPA; Données des simulations; Analyse KPMG-SECOR

## Répartition des emplois directs en production cinéma/télé par province

2012-2013, en%



Note: Les données d'emplois du CMPA pour le Québec ont été ajustées pour tenir compte des différentes proportions de main-d'œuvre dans les dépenses de production. La croissance et la part relative du Québec au Canada sont restées inchangées.

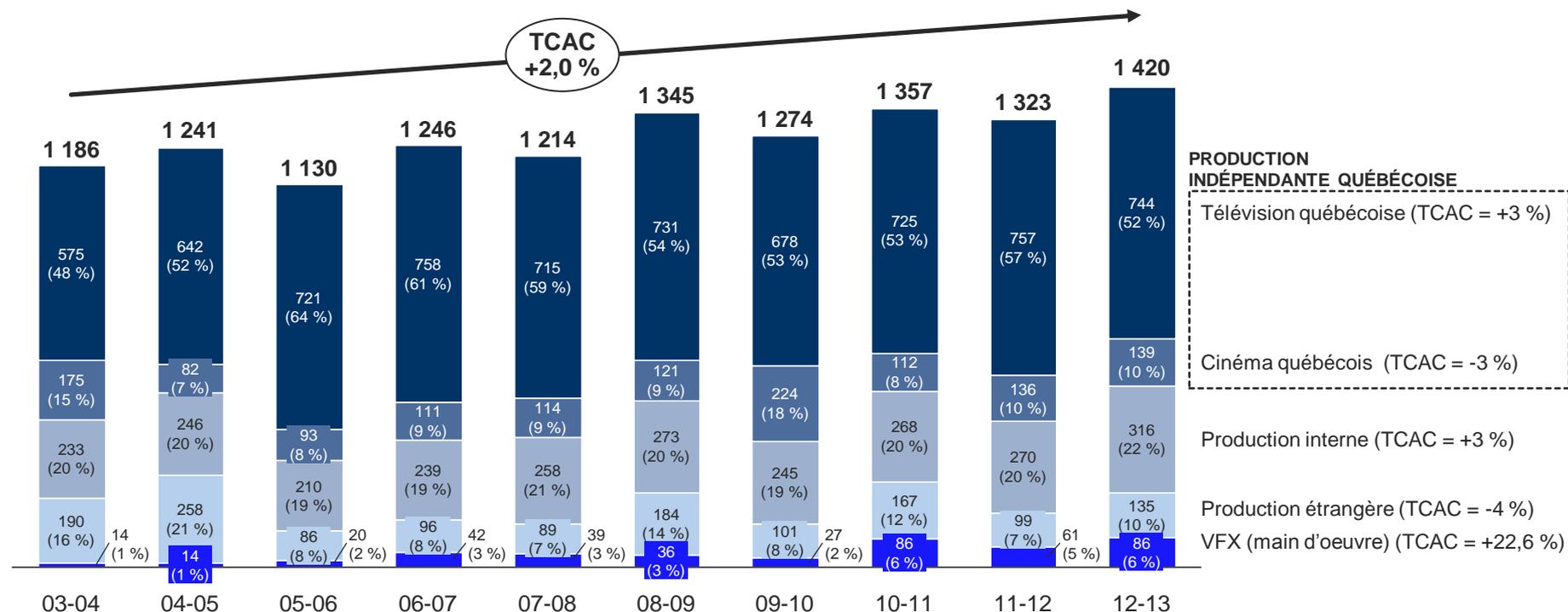
# Un secteur indépendant qui domine le marché depuis dix ans

Au cours des dernières décennies, les mesures mises en place pour stimuler l'expertise québécoise en matière d'audiovisuel et consolider un secteur de production indépendant fort ont porté fruit

- La production indépendante compte pour environ 60% à 70% du volume total de production dans la province
- Le développement de l'industrie indépendante aura, entre autres, permis l'émergence de quelques grands joueurs en production bien capitalisés et qui exportent (ex.: Zone 3, Attraction, Pixcom, Sphère Média, AETIOS) et d'entreprises qui produisent principalement pour les marchés internationaux (ex.: MUSE, Incendo)

## Volume de production cinématographique et télévisuelle au Québec (productions canadiennes et étrangères)

2003-2013, en M\$, selon le type de production



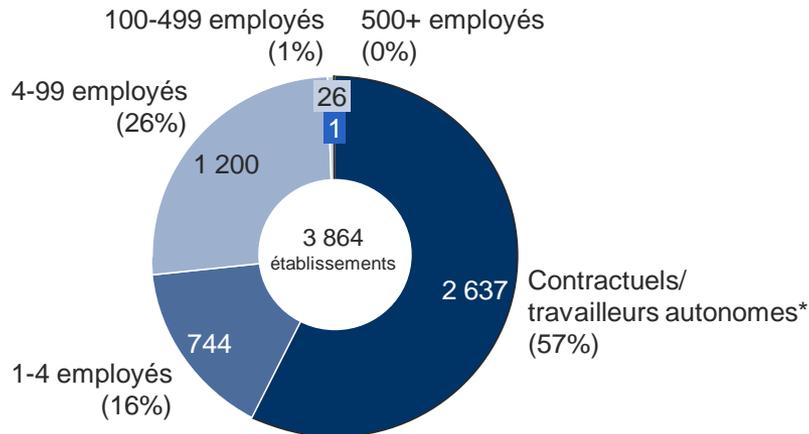
Source: CMPA; Analyse KPMG-SECOR

# Mais l'industrie demeure globalement fragmentée et les entreprises fragiles sur le plan financier

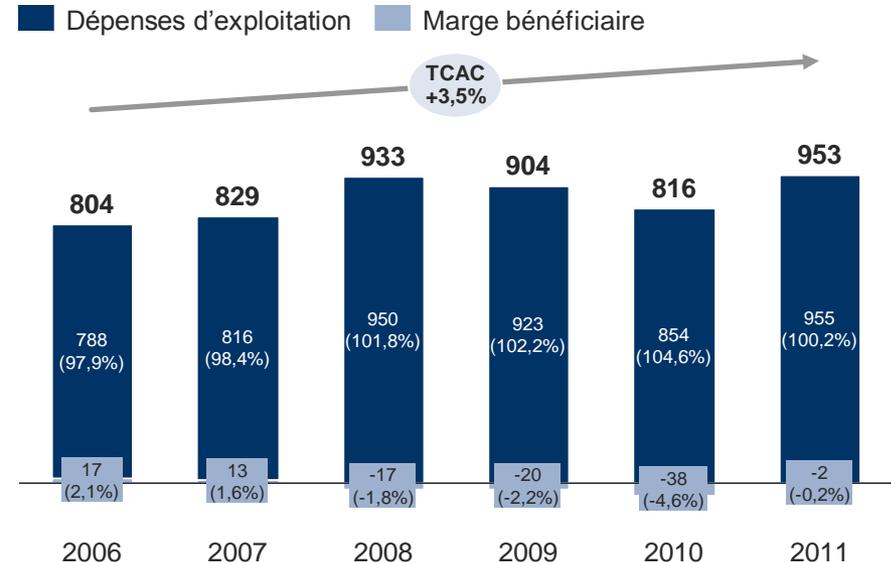
Malgré la présence de quelques grandes firmes de production actives surtout en production télé, l'industrie de la production se caractérise par une multiplicité de firmes de petite taille : près de 4 000 établissements dont la majorité compte moins de quatre employés

- Selon les données de Statistiques Canada (les données les plus récentes sont celles de 2011), les marges bénéficiaires (BAIIA) des entreprises de production cinématographique et télévisuelle du Québec sont négatives depuis quatre ans

## Répartition des entreprises selon le nombre d'emplois au Québec – Industrie du film et de la vidéo 2013, en nombre d'établissements et %



## Revenus d'exploitation et marge bénéficiaire de l'industrie de la production cinématographique et télévisuelle au Québec 2006-2011, en M\$ et %



Source : Statistique Canada (551-0006), KPMG-SECOR (2014) « Analyse des mesures fiscales destinées aux entreprises du secteur culturel », Analyse KPMG-SECOR

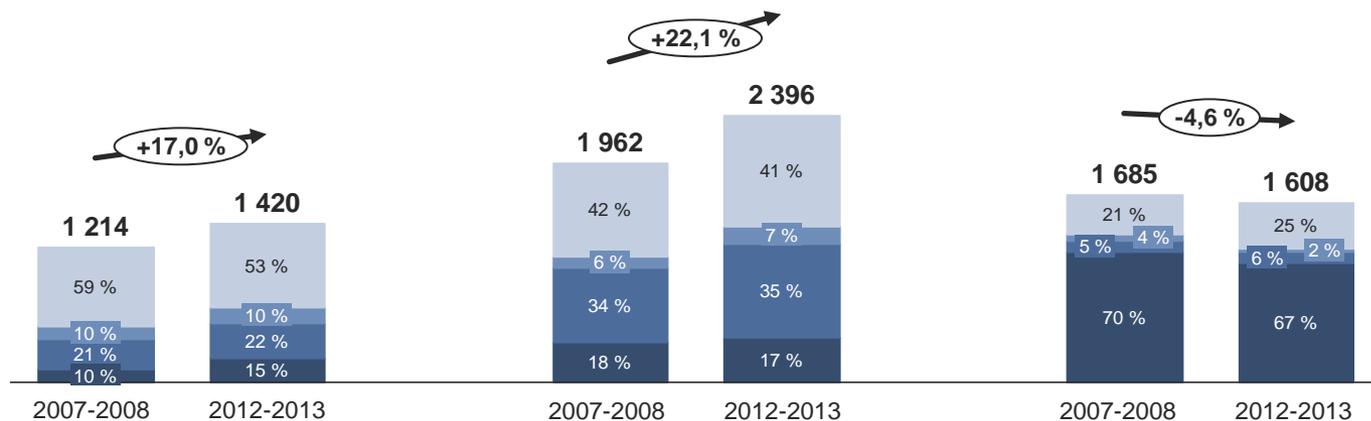
# Et un recul par rapport à certaines juridictions concurrentes

Bien que le volume de production au Québec ait crû au cours des cinq dernières années, cette croissance est inférieure à celle de l'Ontario

- Le Québec a réussi à attirer plus de productions étrangères, mais son volume total demeure inférieur aux autres provinces
- En Colombie-Britannique, l'industrie s'est récemment mobilisée afin de renverser la tendance à la baisse du volume de production : le gouvernement a annoncé une hausse des crédits d'impôt afin de devenir plus compétitif par rapport au Québec et à l'Ontario

## Volume de production cinématographique et télévisuelle

2007-2008/2012-2013, volume en M\$ et % par type de production par provinces, TCAC en %



TCAC 2008-2013	QUÉBEC	ONTARIO	C.-B.
Télévision canadienne	0,8%	3,7%	2,9%
Cinéma canadien	4,1%	8,2%	-18,1%
Production interne	4,1%	4,5%	1,7%
Production étrangère	12,5%	2,7%	-1,7%

Source: CMPA (Profile 2012) et analyses KPMG-SECOR

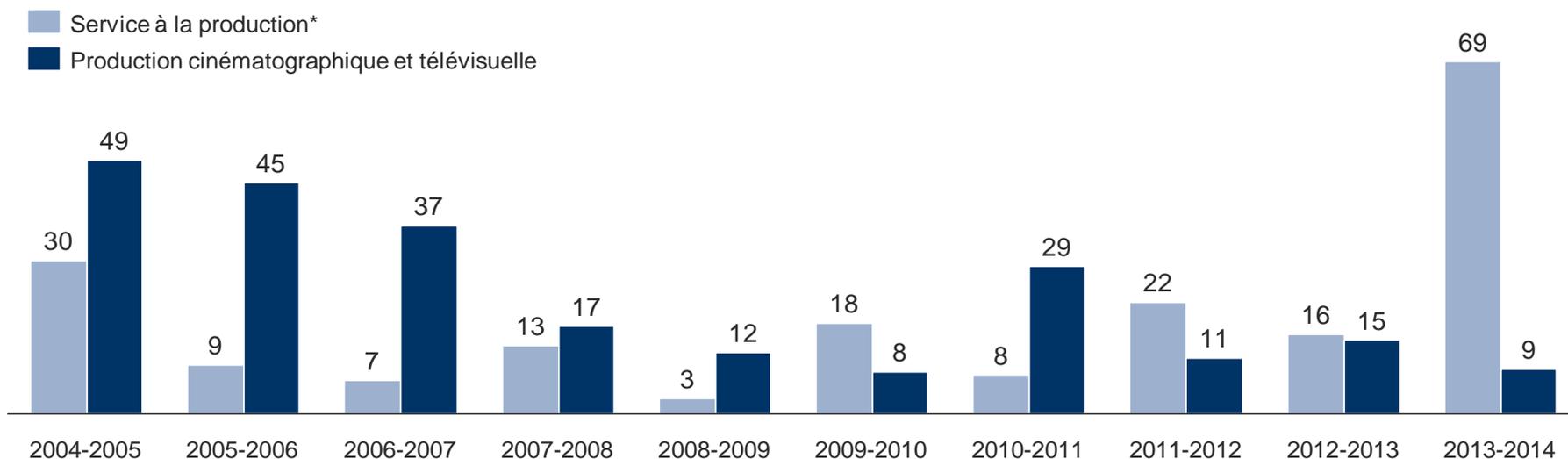
# L'animation : un genre à part

Le Québec possède une force indéniable **en animation et dans le domaine du numérique**. Précurseur depuis les années 80 avec ses premiers succès en animation par ordinateur, le Québec – et en particulier la grande région montréalaise – a continué à se démarquer au fil des ans par son innovation créative et technologique dans le numérique. Cette compétence issue du secteur de l'animation s'est étendue dans le domaine des effets visuels, du jeu vidéo, des environnements multimédias et du logiciel

- L'animation est un genre à part entière qui comporte des spécificités sur le plan de la structure de coûts et des revenus. Il s'agit d'un secteur où les budgets sont essentiellement composés de main-d'œuvre (entre 75% et 80% des budgets en moyenne), il s'agit de productions qui s'exportent bien et dont la durée de vie peut être très longue. Le potentiel de produits dérivés est également une des caractéristiques des productions d'animation
- Le volume de production en animation est cependant très variable d'une années à l'autre

## Évolution des devis part Québec pour les productions d'animation

2004-05/2013-14, en M\$



Source : SODEC, Analyse KPMG-SECOR

\*Les données de la SODEC sur les services de production d'animation incluent les productions étrangères et locales qu'on ne peut isoler

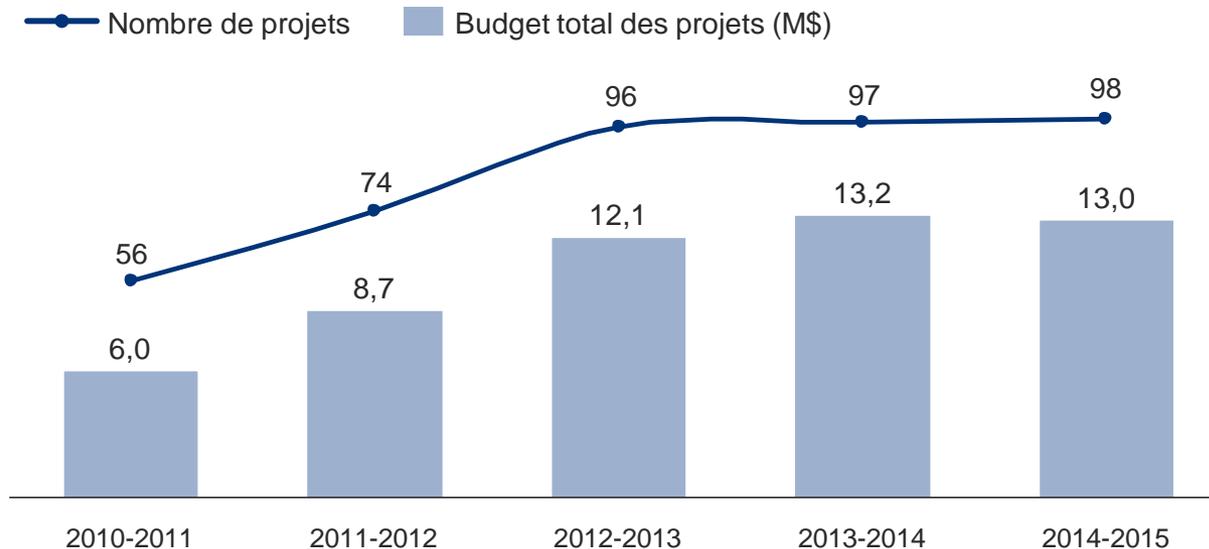
# Une transition vers le numérique qui présente des opportunités intéressantes sur le marché local et international

La multiplication des plateformes de diffusion des contenus présente des opportunités sur le marché, mais requiert une période de transition sur le plan des modèles d'affaires et des expertises

- Actuellement, seul le gouvernement fédéral offre un programme (à travers le FMC) pour soutenir le financement des productions numériques. Son volet convergent permet de soutenir les projets à plateformes multiples (au moins deux plateformes, dont la télévision). Le contenu peut inclure des jeux, du contenu Web interactif, du contenu sur demande, des webisodes, etc.
- Par ailleurs, ce programme a également un volet expérimental qui favorise le développement de contenus numériques et de logiciels d'application interactifs développés à des fins commerciales dont peuvent bénéficier certains projets de production audiovisuelle

## Évolution des budgets des projets en médias numériques financés par le FMC (volet convergent) - Québec

2010-2015, en M\$ et nombre de projets



Source : FMC, Analyse KPMG-SECOR

La production  
cinématographique et  
télévisuelle :

Les marchés étrangers

# L'exportation : des entrées de fonds significatives dans l'économie

La contribution des marchés étrangers dans l'industrie de l'audiovisuel peut prendre diverses formes :

## ■ La valorisation de la **propriété intellectuelle** :

- **L'exportation de contenus cinématographiques et télévisuels** produits localement sont diffusés à l'étranger en échange de licences ou de redevances versées par les distributeurs ou diffuseurs étrangers. Les sommes reçues (préventes, avances de distribution) sont incluses dans la structure de financement de la production (dans le cas d'une entente de diffusion à l'étranger signée en amont de la production)
- La **vente de droits sur des œuvres ou des formats / concepts** : certaines productions peuvent être vendues dans plusieurs pays dans leur intégralité et sans adaptation, comme les *Gags* de Juste pour Rire et la série *Lol* :-). Autrement, quelques réalisateurs et producteurs ont pu se démarquer à l'étranger par la vente de « formats » d'émissions (par exemple, *Un gars, une fille*, *Les hauts et les bas de Sophie Paquin*, 19-2) et de droits pour l'adaptation de films (comme *Starbuck* dont les droits ont été vendus dans plus de vingt pays, dont la France et les États-Unis)
- La **contribution des coproducteurs** : soit les sommes incluses dans la structure de financement dans le cadre d'une coproduction (majoritaire ou minoritaire) dont des activités de production sont réalisées au Québec. La France est le principal partenaire de coproduction au Canada (31% des budgets), suivie de près par le Royaume-Uni (24%)

## ■ La **vente de services et d'expertise** :

- Les **tournages étrangers** sur le territoire québécois soit des activités de location de studios et d'équipement, d'embauche d'équipes de tournage et autres dépenses locales : le principal marché est celui des productions américaines
- La **vente de services de production** pour des clients étrangers : depuis quelques années, ces services sont en grande majorité composée de revenus pour des effets visuels réalisés au Québec pour des productions étrangères, de même que d'autres services de postproduction, de doublage, etc., pour des productions étrangères génèrent aussi des revenus

Tous ces « flux » représentent des **entrées d'argent** dans l'économie du Québec et contribuent ainsi positivement à la balance commerciale. Compte tenu de la faible croissance du marché local, **l'accès et le développement des marchés étrangers représentent un élément clé de la pérennité et de la croissance de l'industrie audiovisuelle québécoise**

# Les tournages étrangers et la vente de services de production représentent la majorité des revenus d'exportation

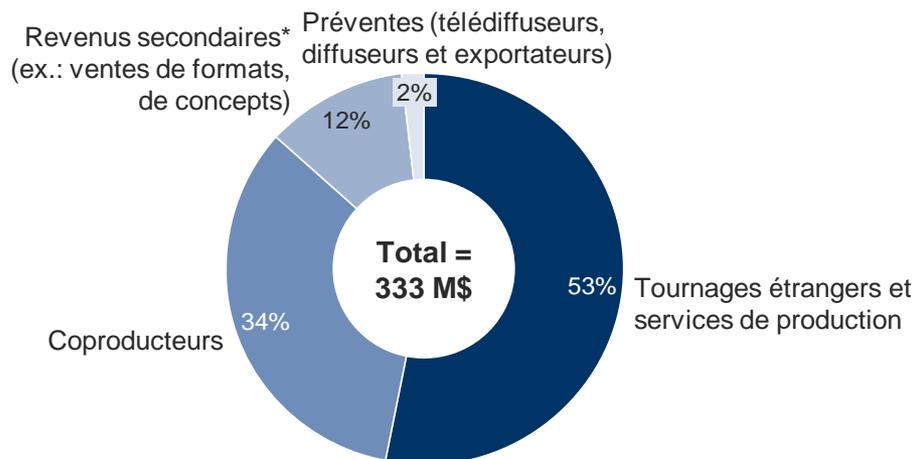
Les montants dépensés au Québec par les producteurs étrangers dans le cadre de tournages cinématographiques ou télévisuels s'apparentent à des valeurs d'exportation. Dans le diagramme, ils sont associés aux éléments suivants :

- La valeur des tournages étrangers et les services techniques effectués pour des entreprises étrangères. En plus des services associés aux tournages étrangers, cela inclut certains services, comme le tirage de copies, le doublage, les effets visuels et l'animation, etc. (53%)
- La contribution des coproducteurs (34%)
- Les ventes subséquentes d'émissions, de films et de concepts à l'étranger (12%)
- Le financement provenant de distributeurs et de télédiffuseurs étrangers (2%)

Dans chacune des catégories de production (locale, étrangère, télé, cinéma...), il existe un important potentiel d'exportation sous-exploité au Québec

## Valeur d'exportation de la production cinématographique et télévisuelle

2012-2013, total en M\$ et parts en %



\*Note: Les revenus secondaires ont été estimés à partir des données canadiennes publiées par le CMPA. Ils représentent les revenus provenant des ventes de licences de droits d'auteur, de ventes de formats, de concepts, etc., qui sont réalisés en sus du financement initial.

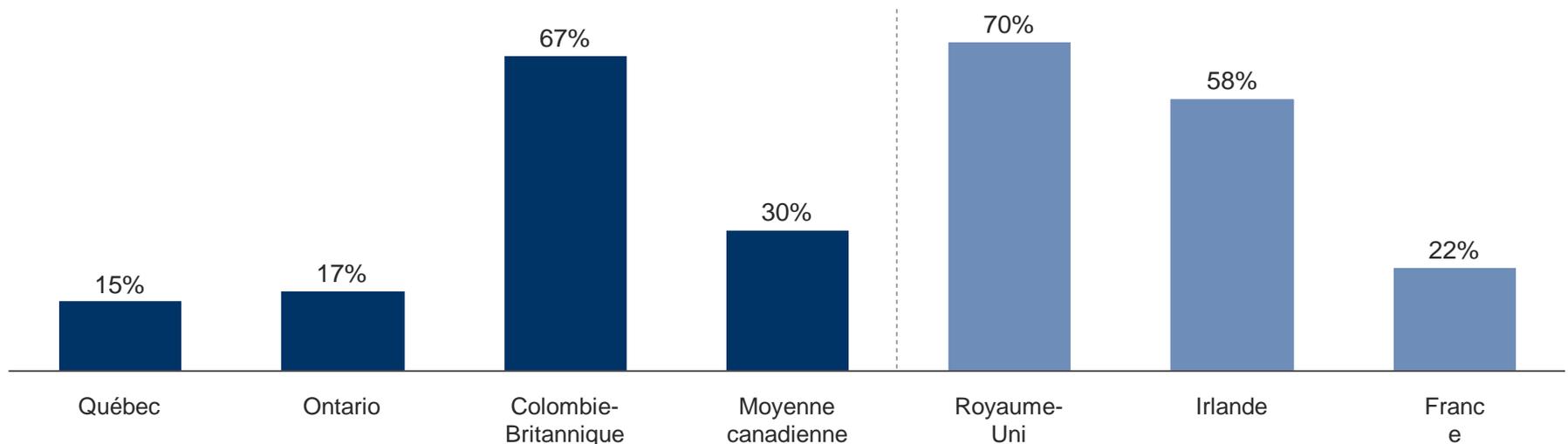
Source : SODEC, CMPA, Analyse KPMG-SECOR

# Les tournages étrangers et la vente de services de production : un potentiel majeur de création de valeur sous-exploité au Québec

Au Québec, les tournages étrangers et la vente de services de production représentent 15% du volume de production audiovisuelle de la province. Cette proportion se situe loin de la moyenne canadienne (30%) et légèrement sous la moyenne de l'Ontario

Par ailleurs, selon les données de l'étude de l'Observatoire de l'audiovisuel européen « *Impact Analysis of Fiscal Incentives Schemes* », la proportion de productions étrangères était de plus de 70% au Royaume-Uni (essentiellement des productions américaines), 58% en Irlande et 22% en France

**Proportion des tournages étrangers et des services de production dans l'ensemble du volume de production audiovisuelle 2012-2013, %**



Source : CMPA; *Impact Analysis of Fiscal Incentive Schemes*, Observatoire Européen de l'audiovisuel, décembre 2014; Analyse KPMG-SECOR

# Les productions étrangères : un apport significatif qui permet au Québec de maintenir une masse critique d'emplois et d'entreprises

Les producteurs étrangers viennent à la fois tourner au Québec et retiennent également les services des boîtes de postproduction, effets visuels et services d'animation

Ces activités représentent ainsi des exportations qui génèrent des entrées de fonds qui contribuent positivement à la balance commerciale

À cet égard, les crédits d'impôt contribuent à la création et au maintien de milliers d'emplois dans le secteur, tout comme c'est le cas dans l'industrie des jeux vidéo, puisqu'ils contribuent à maintenir la compétitivité du territoire sur le plan des coûts

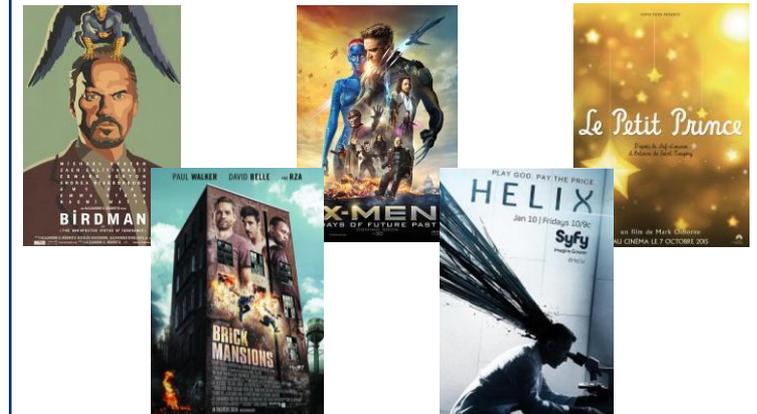
Selon le dernier bilan d'activités du BCTQ, en 2013, on recensait :

- **15** productions étrangères, soit 747 jours de tournage
- **273 M\$** dépensés au Québec (dépenses directes seulement)
- **4 230** emplois créés ou maintenus
- Parmi ces productions : X-Men: Days of Future Past, Le Petit Prince (animation), Brick Mansions, Being Human (TV), Helix (TV), Ballerina (animation), Birdman, etc.

En ce qui a trait aux effets visuels (productions étrangères), en 2013:

- **35** productions étrangères
- **96 M\$** de contrats
- Parmi ces productions : X-Men: Days of Future Past, Cinderella, Robocop, La Belle et la Bête, Le Petit Prince, Edge of Tomorrow, Hunger Games: Catching Fire, Now You See Me, Into the Woods, etc.

## Tournages au Québec



## Effets visuels au Québec



Source: BCTQ (rapport annuel 2013-2014) et analyses KPMG-SECOR

# Des entrées de fonds significatives pour le Québec

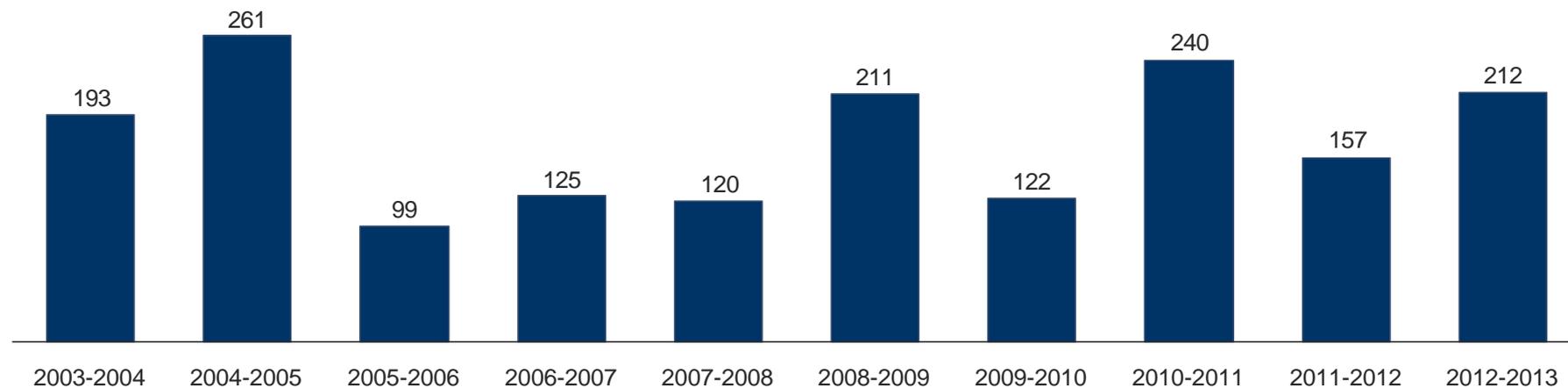
La demande étrangère en services de postproduction cinématographique ou télévisuelle permet au Québec de bénéficier d'une **entrée de capitaux** dont peuvent profiter les employés et les entreprises locales œuvrant dans cette industrie. Pour ces derniers, la demande étrangère représente généralement une part non négligeable de leurs activités, ce qui leur permet de stabiliser leurs revenus annuels

- À ce titre, les productions étrangères contribuent au soutien d'une masse critique de main-d'œuvre pour accueillir plusieurs projets simultanément et de diverses envergures. Cela permet également de maintenir des infrastructures qui n'auraient pas un niveau suffisant d'activités autrement
- D'ailleurs, la demande étrangère est souvent liée à des projets plus sophistiqués et des productions plus complexes, ce qui contribue à développer les talents et les expertises locales. Les projets locaux peuvent ainsi bénéficier des installations et des expertises soutenues grâce à la contribution des productions étrangères

## Volume de production étrangère ou de services de production à des étrangers au Québec

2003-2013, en M\$

La production étrangère varie généralement au gré de la situation économique à Hollywood, du taux de change et du nombre de productions, mais bon an mal an, environ **150 M\$ de productions étrangères ont été dépensés au Québec**



Source: CMPA; Analyse KPMG-SECOR

# Des infrastructures importantes qui génèrent des investissements

Les tournages de films et d'émission et séries télévisuelles sont d'importants générateurs d'activité pour les studios de tournage et de location d'équipement au Québec. Les tournages étrangers, notamment les méga productions américaines, comptent pour une part significative de l'utilisation des studios et permettent, entre autres de bénéficier d'effet de volume pour offrir aux productions locales des tarifs plus avantageux

Montréal compte plus de 400 000 pi<sup>2</sup> de studios de tournage. Ces studios génèrent des investissements et des revenus de taxes foncières

## Studios de tournage à Montréal

Montréal, nombre de studio et caractéristiques techniques des espaces (superficie en pieds carrés et hauteur en pieds)

STUDIOS	# studios	Superficie totale	Hauteurs
Cité du Havre – Mels 1	5	36 850 pi <sup>2</sup>	12' à 36.5'
Mels 2	3	66 500 pi <sup>2</sup>	40'
Mels 3	4	50 000 pi <sup>2</sup>	40' à 50'
Melrose Studio (St-Hubert)	6	74 063 pi <sup>2</sup>	17' à 40'
Cinépool (Lasalle)	4	37 450 pi <sup>2</sup>	12' à 20'
ONF (géré par Cinépool)	1	9000 pi <sup>2</sup>	45'
Canal Plus	1	4 500 pi <sup>2</sup>	26'
Studios St-Martin	2	14 112 pi <sup>2</sup>	16' à 18.5'
Studio Fullum	1	34 000 pi <sup>2</sup>	ND
Studios Saint-Ambroise	3	6 880 pi <sup>2</sup>	19'
TVA	8	35 635 pi <sup>2</sup>	13' à 34'
Radio-Canada	8	31 450 pi <sup>2</sup>	14' à 30'
Télé-Québec	3	11 326 pi <sup>2</sup>	14' à 32'
<b>TOTAL</b>	<b>49</b>	<b>411 766 pi<sup>2</sup></b>	<b>12' à 50'</b>
<b>TOTAL - excluant les télédiffuseurs</b>	<b>30</b>	<b>333 355 pi<sup>2</sup></b>	<b>12' à 50'</b>

Source: BCTQ; Analyse KPMG-SECOR

Note : les espaces industriels ont été exclus

# La production locale favorise le rayonnement du Québec à l'étranger

La production cinématographique et télévisuelle québécoise brille également sur les marchés étrangers grâce à l'apport de sa propre production

- **Prix gagnés à l'étranger** : depuis des années, les créations locales se distinguent dans les remises de prix à l'étranger
  - C.R.A.Z.Y. (11 prix Genie, *Mommy* (César du meilleur film étranger en 2015 et prix du jury à Cannes), *Monsieur Lazhar* (nomination à l'Oscar du meilleur film étranger), *Incendie* (nomination à l'Oscar du meilleur film étranger), *Les invasions barbares* (gagnant de l'Oscar du meilleur film étranger en 2004), etc.
  - De plus, plusieurs réalisateurs de renom sont en demande sur de multiples plateaux de tournage à l'étranger : Denis Villeneuve – *Enemy*, *Prisoners*; Jean-Marc Vallée – *Dallas Buyers Club*, *Wild*, *Café de flore*; Philippe Falardeau – *The Good Lie*)
  - En télévision, l'émission *30 vies* est, pour la 2<sup>e</sup> année consécutive, en nomination aux Emmy Awards et Claude Legault y est également en nomination pour son rôle dans *19-2*
- **Talents reconnus en animation** : Depuis les premières reconnaissances de Norman McLaren qui a gagné un Oscar en 1953 et les succès de Frédéric Back (deux de ses films ont remporté un Oscar : *Crac!* en 1982 et *L'homme qui plantait des arbres* en 1988), à la dernière nomination aux Oscars de Torill Kove pour son court métrage d'animation *Ma moulton et moi* (2015), la réputation du Québec en animation n'est plus à faire...
  - D'autres studios d'animation et d'effets visuels ont aussi gagné des prix pour leurs réalisations:
    - Toon Boom Animation est gagnant de deux prix Emmy en ingénierie
    - Digital Dimension est gagnant de 6 prix Emmy, notamment pour la série *LOST*, et 4 prix de la Visual Effects Society Awards
    - L'entreprise québécoise Rodeo FX a remporté un prestigieux Emmy Award grâce à sa contribution aux effets visuels de la série télé *Game of Thrones* (2014)

Quelques exemples de productions s'étant illustrés hors-Québec



Source : Revue de presse, Analyse KPMG-SECOR

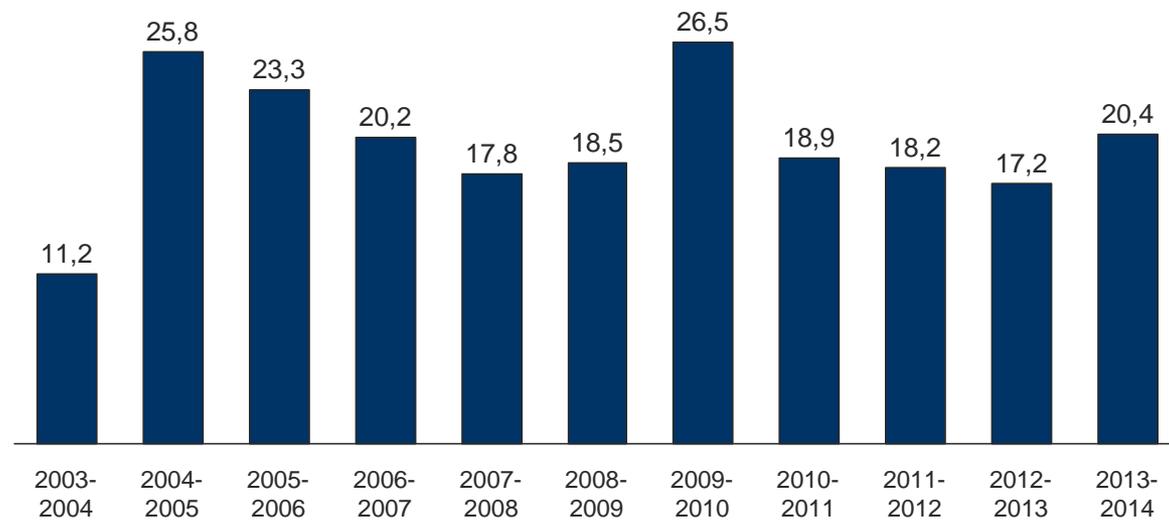
**L'industrie québécoise est maintenant arrivée à un stade d'expertise et de reconnaissance qui lui permettent d'aller au-delà du simple rayonnement et de profiter du potentiel qu'offrent l'exportation et les marchés étrangers**

# Le doublage : une industrie qui demeure fragile

Au Québec, l'Association nationale des doubleurs professionnels regroupe 13 membres qui, globalement, emploient environ 800 professionnels et artistes (techniciens, adaptateurs, comédiens, etc.)

- Le doublage représente une part importante des entreprises de postproduction. Certaines entreprises spécialisées en doublage (ex. : Cinélume) génèrent près de la totalité de leurs revenus de cette activité, alors qu'une entreprise diversifiée comme Technicolor qui offre également des services de tournage, de montage, de son original, de mix sonore, etc., génère environ 50 % de ses revenus des activités de doublage
- Une industrie qui fera face à des défis importants dans les prochaines années, suite à la baisse du crédit d'impôt puisque les marges des entreprises sont faibles et que la concurrence internationale (notamment la Belgique, l'Espagne et le Maroc offrent des prix inférieurs à ceux du Québec)

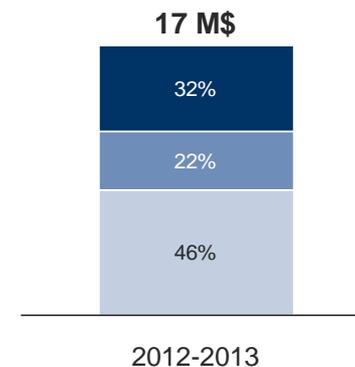
## Évolution de la valeur totale des contrats de doublage 2003-2004 / 2013-2014, en M\$



Source : SODEC; MCC (2010) « Le développement de l'industrie du doublage au Québec »; KPMG-SECOR (2014) « Analyse des mesures fiscales destinées aux entreprises du secteur culturel »; Analyse KPMG-SECOR

## Répartition des dépenses de doublage 2012-2013, en %

- Prestations des comédiens
- Autres dépenses admissibles de main-d'œuvre\*
- Dépenses non admissibles



\*Cette catégorie inclut l'adaptation, la détection, la direction de plateau, la calligraphie, la saisie de texte, etc.

# Depuis dix ans, des domaines comme les effets visuels et les services d'animation ont connu une forte croissance

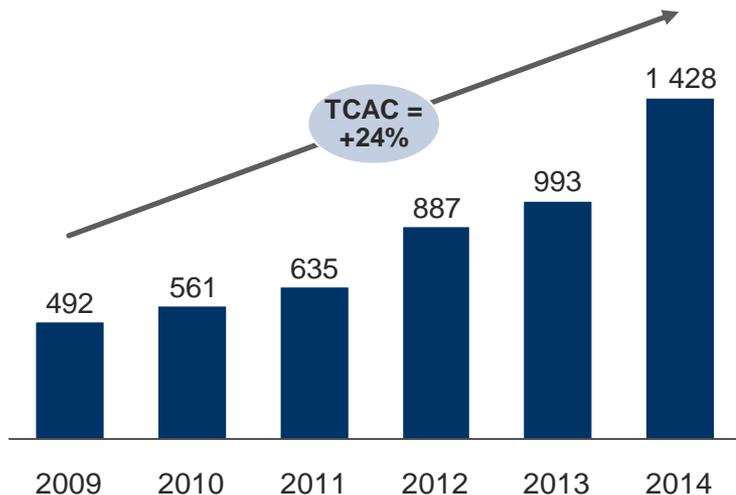
La grande majorité des revenus des studios visuels établis au Québec proviennent de l'étranger, c'est donc dire que l'essentiel de leurs revenus représentent des recettes d'exportation

La croissance du secteur a été fulgurante au cours des dernières années, notamment avec la bonification du crédit d'impôt accordée aux dépenses d'effets visuels depuis 2009 et l'implantation subséquente des entreprises étrangères sur le territoire québécois. Le secteur compte aujourd'hui plus de 1 400 emplois

## Évolution de la taille du secteur des VFX au Québec

2009-2014, employés à temps plein et taux de croissance annuelle composée (TCAC) en %

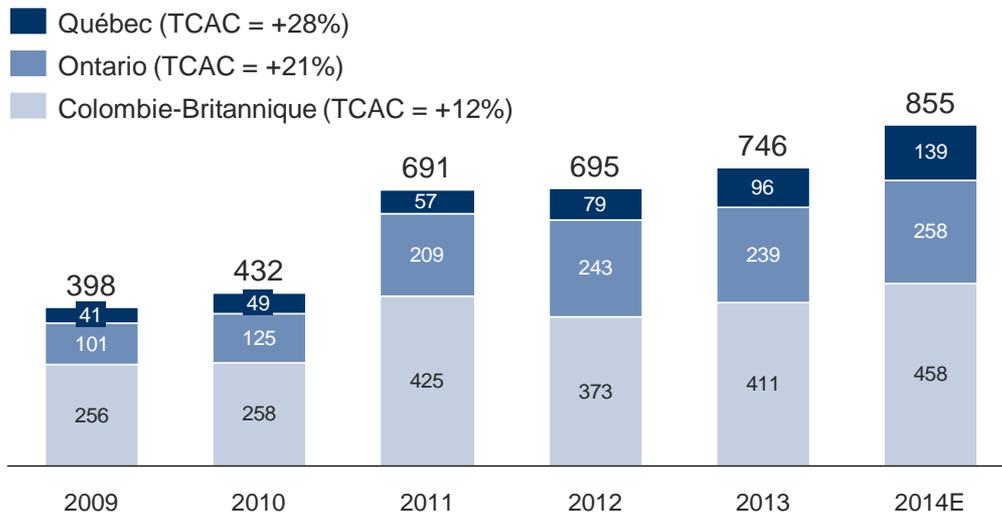
Plus de 1 000 nouveaux emplois annoncés en 2013-2014



## Évolution du volume de production du secteur des VFX par province

2009-2014, en M\$

Le marché des VFX au Québec est celui ayant connu la plus forte croissance depuis 2009



Source : Le secteur des VFX au Québec aujourd'hui (PwC, 2014), Analyse KPMG-SECOR

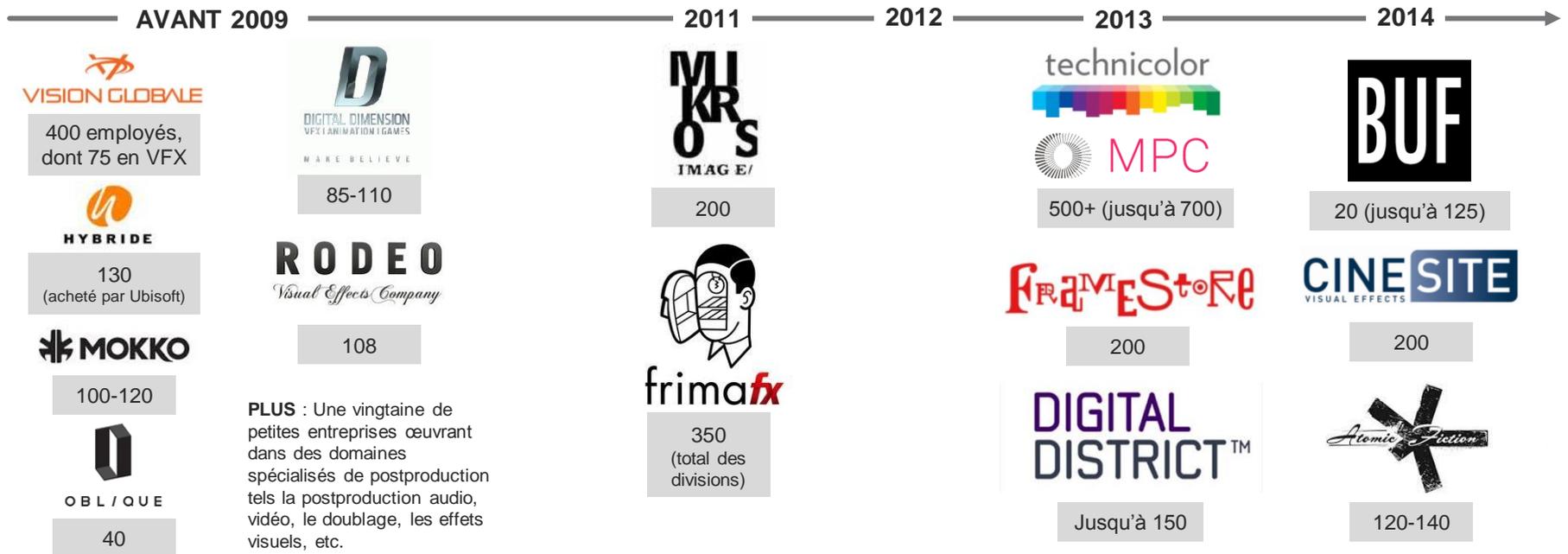
# La postproduction et les effets visuels : une expertise qui se confirme et se développe au Québec

Depuis quelques années, soutenu par la demande des productions étrangères, le nombre d'emplois dans le domaine des effets visuels a connu une croissance exponentielle attirant des joueurs majeurs de l'international

Au sein du Canada, le Québec regroupe 27% des studios de VFX (en 2<sup>e</sup> position derrière l'Ontario qui représente 42% des studios et devant la Colombie-Britannique à 24%)

- Avant la mise en place du crédit: un secteur majoritairement constitué de petites et moyennes entreprises
- Après la mise en place du crédit: le secteur se consolide avec l'arrivée de joueurs internationaux importants

Récemment, plusieurs entreprises ont manifesté leur intention d'accroître leur nombre d'employés au Québec...une décision qui repose cependant sur la stabilité future du crédit d'impôt



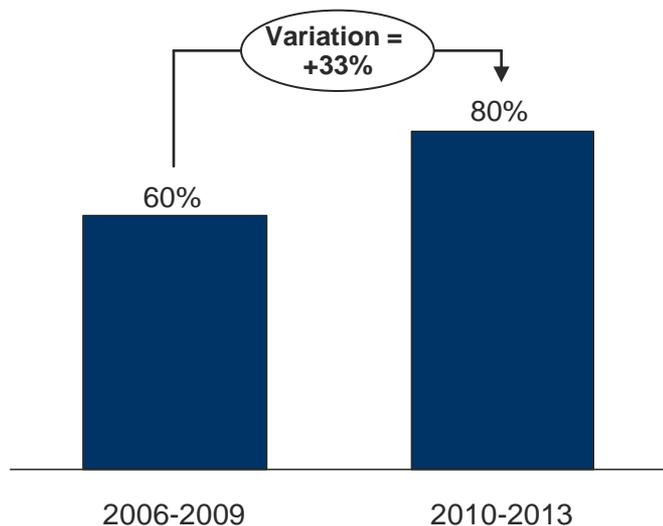
Source: Le secteur des VFX au Québec aujourd'hui (PwC, 2014) BCTQ, Qui fait quoi?, La Presse (28 février 2013, 25 février 2013, 3 septembre 2013, 23 septembre 2013) et analyses KPMG-SECOR

# Les tournages étrangers : un rôle majeur pour le soutien à l'industrie des effets visuels

La présence des tournages étrangers a permis à des entreprises locales de se développer (Hybride, Rodéo FX, etc.) de même qu'elle a incité des entreprises étrangères à venir s'installer au Québec (Motion Picture Company, Mikros, etc.)

- En moyenne, entre 2006 et 2009, 60% des tournages étrangers tournés au Québec faisaient appel aux services locaux en effets visuels. Entre 2010 et 2013, cette proportion est passée à 80%... un changement qui n'est pas sans lien avec la bonification aux effets visuels et à l'animation qui permettait aux entreprises de bénéficier d'un crédit de 20% (aujourd'hui 16%) sur les dépenses de main-d'œuvre

**Part des productions étrangères dont le tournage et les effets visuels ont été réalisés au Québec**  
2006-2009/2010-2013, en % du nombre total de productions



Quelques exemples de tournages dont les effets visuels ont été produits au Québec...



Robocop  
Tournage: Toronto  
VFX: Montréal



X-Men  
Tournage: Montréal  
VFX: Montréal



Now you see me  
Tournage: Nouvelle-Orléans, Las Vegas, New York, Paris  
VFX: Montréal



Mirror Mirror  
Tournage: Montréal  
VFX: Montréal

Source: La Presse Affaires (23 septembre 2013) « Technicolor voit le Québec dans le top 3 mondial »; Analyse KPMG-SECOR

# Le crédit d'impôt comme levier de développement de l'industrie

# Le crédit d'impôt provincial procure un important levier dans le financement des productions cinématographiques et télévisuelles

Le crédit d'impôt provincial représente un outil de financement clé pour boucler la structure de financement des productions québécoises. Il représente en moyenne 15% de la structure de financement des productions

## Structure de financement de la production cinématographique et télévisuelle locale selon le type de production au Québec

2012-2013, millions \$ et %

	LONGS MÉTRAGES		COURTS ET MOYENS MÉTRAGES		DOCUMENTAIRES		PRODUCTIONS TÉLÉVISUELLES		ANIMATION		ENSEMBLE DES PRODUCTIONS LOCALES	
	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%	Millions de dollars	%
Nombre de productions	37		9		148		199		6		399	
<b>Financement public</b>	<b>83,6</b>	<b>46%</b>	<b>1,0</b>	<b>64%</b>	<b>49,5</b>	<b>44%</b>	<b>138,0</b>	<b>32%</b>	<b>4,9</b>	<b>31%</b>	<b>276,9</b>	<b>37%</b>
SODEC	23,5	13%	0,6	39%	1,7	1%	0,1	0%	0,2	1%	26,1	4%
Financement fédéral	29,6	16%	0,0	0%	11,9	10%	22,7	5%	0,6	4%	64,8	9%
Crédit d'impôt du Québec	24,7	14%	0,2	15%	19,2	17%	67,9	16%	2,0	13%	114,1	15%
Crédit d'impôt du Canada	5,3	3%	0,0	2%	9,6	8%	40,3	9%	0,9	6%	56,2	8%
FMC (partie publique)	0,3	0%	-	0%	5,6	5%	6,4	1%	1,0	6%	13,3	2%
Autres apports publics	0,2	0%	0,1	9%	1,6	1%	0,5	0%	0,1	1%	2,6	0%
<b>Financement privé</b>	<b>91,8</b>	<b>50%</b>	<b>0,5</b>	<b>36%</b>	<b>64,2</b>	<b>56%</b>	<b>290,3</b>	<b>67%</b>	<b>10,8</b>	<b>69%</b>	<b>457,8</b>	<b>62%</b>
Coproducteurs et producteurs	72,2	40%	0,1	8%	12,6	11%	61,2	14%	6,1	39%	152,3	20%
Télédiffuseurs	1,0	1%	0,0	0%	32,8	29%	174,6	41%	3,4	22%	211,9	29%
Distributeurs	7,1	4%	0,0	0%	1,3	1%	4,1	1%	0,9	6%	13,4	2%
FMC (partie privée)	0,5	0%	-	0%	9,0	8%	38,3	9%	0,2	2%	48,0	6%
Autres fonds privés	11,0	6%	0,4	27%	8,6	8%	12,1	3%	0,1	1%	32,2	4%
<b>Autres fonds</b>	<b>6,3</b>	<b>3%</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>	<b>0,0</b>	<b>0%</b>	<b>2,2</b>	<b>1%</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>	<b>8,5</b>	<b>1%</b>
<b>Total</b>	<b>181,8</b>	<b>100%</b>	<b>1,5</b>	<b>100%</b>	<b>113,8</b>	<b>100%</b>	<b>430,5</b>	<b>100%</b>	<b>15,7</b>	<b>100%</b>	<b>743,2</b>	<b>100%</b>

Source : OCCQ « Statistiques sur l'industrie du film et de la production télévisuelle indépendante – Édition 2013 »

# Les crédits d'impôt à la production : la composante indispensable à la production cinématographique et télévisuelle locale et étrangère

Les crédits d'impôt du Québec constituent un levier important pour les entreprises tant pour leur impact sur la rentabilité et la pérennité des entreprises que pour le maintien de la compétitivité du territoire pour les marchés étrangers

- Le Québec s'est longtemps démarqué sur le plan financier par rapport aux autres provinces conférant ainsi un avantage qui compensait pour sa position géographique plus à l'est et à la barrière linguistique qui pourraient freiner les productions étrangères. La récente baisse du crédit réduit significativement cet avantage, notamment par rapport à l'Ontario
- L'Ontario a d'ailleurs bonifié son programme de crédit d'impôt en 2009 et la Colombie-Britannique a aussi annoncé son intention le 17 février 2015 d'étendre la bonification aux effets visuels et à l'animation aux activités éligibles de postproduction afin d'attirer plus de productions
- Ce tableau n'illustre pas les crédits d'impôt fédéraux (production et services) de 25% et 16% respectivement de la main-d'œuvre admissible. Les montants admissibles pour le calcul de ce crédit excluent cependant toutes les sommes reçues sous forme de subventions et les crédits d'impôt provinciaux

## Principales caractéristiques des programmes de crédits d'impôt provinciaux pour une sélection de provinces canadiennes

	2014	Québec	Colombie-Britannique	Ontario
CRÉDIT DE BASE	Prod. étrangères (crédit aux <u>services à la prod</u> )	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 20% sur toutes les dépenses admissibles (all-spend)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 33% sur les dépenses de main-d'œuvre (pas de maximum)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 25% sur toutes les dépenses admissibles (all-spend)</li> </ul>
	Prod. locales (crédit à la production)	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 28% sur les dépenses de main-d'œuvre pour les productions québécoises</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 35% de la main-d'œuvre des productions canadiennes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 35% sur les dépenses de main-d'œuvre pour les productions canadiennes</li> </ul>
AUTRES CRÉDITS/ BONIF.	Prod. étrangères		<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Crédit régional de 6% sur la m-o.</li> <li>▪ Crédit pour localisation éloignée de 6% de la m-o.</li> </ul>	
	Prod. locales	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 8% pour les productions francophones</li> <li>▪ 8% pour les films en format géant</li> <li>▪ 8% à 16% pour les productions régionales</li> <li>▪ 8% pour les productions sans aide financière publique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Crédit régional de 12,5%</li> <li>▪ Crédit à la localisation distante de 6%</li> <li>▪ Crédit de 3% pour la formation jusqu'à 30% des salaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Crédit régional de 10% sur la m-o.</li> <li>▪ 5% pour les nouveaux producteurs sur les premiers 240 000\$ en dépenses de m-o.</li> </ul>
	Bonification aux effets visuels et à l'animation	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 8% sur la m-o. pour les productions locales et 16% pour les productions étrangères</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 17,5% sur les dépenses de m-o. pour les productions locales et étrangères</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 20% sur les dépenses de m-o. pour les productions locales et étrangères</li> </ul>

Source : PwC (The Big Table, 2014), Patrimoine canadien

# Une compétition accrue entre les grands centres de production

- La **Californie**, qui perdait plusieurs productions américaines au profit des provinces canadiennes en raison des crédits d'impôt plus compétitifs, a récemment augmenté son crédit d'impôt aux productions (plus grande enveloppe budgétaire pour le crédit et remplacement du système de loterie par un système de classement basé sur la création d'emplois)
- En **France**, le taux du crédit d'impôt aux productions étrangères a été rehaussé à 30% (au lieu de 20%) et le plafond des dépenses éligibles est relevé de 20 M€ à 30 M€. Ces mesures entreront en vigueur en 2016.
- La **Louisiane** et l'état de **New York** offrent toutes deux des crédits d'impôt de 30% sur les dépenses admissibles de production et postproduction et ces deux états se classent ainsi parmi les plus attrayants des États-Unis

## Principales caractéristiques des programmes de crédits d'impôt

2014, pour une sélection de régions dans le monde

	Québec*	New York	Louisiane	Californie	France	Royaume-Uni
Crédit aux <u>services à la production</u>	20% sur toutes les dépenses admissibles ( <i>all spend</i> )	30% sur toutes les dépenses admissibles ( <i>all spend</i> )	30% sur toutes les dépenses admissibles ( <i>all spend</i> ), lorsque les dépenses dépassent 300 000\$	Jusqu'à 25% (Les productions sont classées selon le ratio de création d'emplois et certains autres critères)	30% des dépenses éligibles	25% des premiers 20 M£, puis 20% des dépenses éligibles ( <i>all spend</i> ) en excès
Bonifications aux effets visuels et à l'animation	16% de la main-d'œuvre admissible	35% si au moins 20% des coûts (ou 3M\$) sont locaux (en vigueur en 2015)	Crédit aux effets visuels et à l'animation est le même que pour la production	5% de crédit additionnel pour les tournages effectués à l'extérieur de Los Angeles	Inclut dans le crédit de base	Inclut dans le crédit de base
Autres bonifications		Exemption de certaines taxes de vente Jusqu'à 5% de crédit d'impôt à la construction ou amélioration d'installations de production 35% sur la postproduction locale (Upstate NY)	5% additionnel sur la main-d'œuvre résidant dans l'état de la Louisiane	5% additionnel pour les coûts reliés aux effets visuels (minimum requis)		À partir d'avril 2015, un crédit d'impôt sera offert pour les programmes télévisés pour enfant

Source: PWC (The Big Table Part 1 & 2), Empire State Development, National Conference of State Legislatures, CNC: étude comparative des crédits d'impôt en Europe et au Canada

# Une tendance marquée à l'augmentation du crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle

Au cours des dernières années, on observe un mouvement vers le soutien public à la production audiovisuelle par le biais de mesures fiscales

- Les gouvernements ajustent les mesures de soutien pour tenir compte des nouvelles dynamiques commerciales et concurrentielles
- Le soutien s'explique par la reconnaissance des gouvernements des bénéfices de la production de film et de la télévision et leur volonté de les faire croître
- On constate également une baisse des mesures de type abri fiscal (*tax shelter*) en faveur des crédits d'impôt ou des rabais fiscaux

## Changements récents (effectifs ou annoncés) dans les programmes de crédits d'impôt à la production de 2010 à 2016

Pays	Année	Révision (entre 2010 et 2016)	Tendance
Colombie-Britannique	2016	- Bonification du crédit aux effets visuels et à l'animation aux activités éligibles de post production	↑
Californie	2015	- Augmentation de l'enveloppe fiscale de 100 M\$ à 330 M\$, pour les 5 prochaines années - Remplacement du système de loterie par un système de classement basé sur le ratio de création d'emplois	↑
Irlande	2015	- Passage d'un abri fiscal à un crédit d'impôt (32%)	↓ / ↑
Pays-Bas	2015	- Introduction d'un rabais fiscal	↑
Royaume-Uni	2013 2014	- Expansion du crédit d'impôt au cinéma pour inclure la production télévisuelle (high-end TV) et l'animation - Expansion du crédit d'impôt pour inclure les jeux vidéo - Baisse du plancher de dépenses minimales dans le pays : de 25% à 10% du budget total	↑
France	2014	- Augmentation des rabais fiscaux - Expansion du rabais pour l'animation et la co-production télévisuelle internationale	↑
Belgique	2014	- Révision au fonctionnement de l'abri fiscal	↓ / ↑
Allemagne	2014	- Annonce de réduction des fonds de 60 M euros à 50 M euros, mais retour pour inverser la décision en décembre 2014	↓ / ↑
Hongrie	2014	- Augmentation de l'abri fiscal de 20% à 25%	↑
République Tchèque	2012	- Réduction des fonds alloués de 1 000 M CZK à 800 M CZK - Création d'un fonds d'aide pour le cinéma	↓
Autriche	2010	- Introduction d'un rabais fiscal	↑

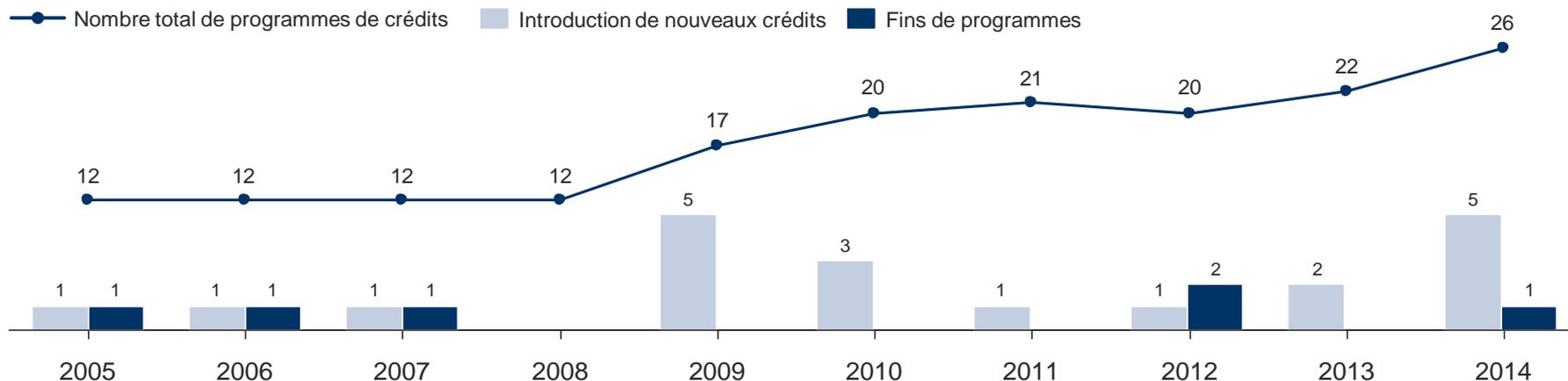
Source : Observatoire Européen de l'audiovisuel (décembre 2014) « Impact Analysis of Fiscal Incentive Schemes »; Revue de presse; Analyse KPMG-SECOR

# Le soutien fiscal à la production audiovisuelle: nouveaux territoires

En Europe, on observe une hausse marquée de la création de nouvelles mesures fiscales destinées à la production depuis 2009

## Introduction de nouveaux programmes de crédits d'impôt en Europe

2005-2014, en nombre de programmes



Pays	Année	Nouvelles mesures fiscales (entre 2010 et 2014)	Portée
Lituanie	2014	- Introduction d'un abri fiscal	Cinéma
Macédoine	2014	- Introduction d'un rabais fiscal	Cinéma
Pays-Bas	2015	- Introduction d'un rabais fiscal	Cinéma
Slovaquie	2014	- Révision au fonctionnement de l'abri fiscal	Cinéma
Croatie	2012	- Introduction d'un rabais fiscal	Cinéma et télévision
Autriche	2010	- Introduction d'un rabais fiscal	Cinéma
République Tchèque	2010	- Introduction d'un rabais fiscal	Cinéma

Source : Observatoire Européen de l'audiovisuel (décembre 2014) « Impact Analysis of Fiscal Incentive Schemes »

# Soutien fiscal à la production audiovisuelle : une tendance à l'expansion et à l'adaptation

L'intérêt grandissant pour le développement de la filière audiovisuelle dans de nombreux pays à travers le monde, notamment en Amérique du Nord et en Europe, se caractérise par différentes tendances de fond :

Effet de levier : le soutien fiscal permet de rassembler d'autres sources de financement

- Les mesures fiscales sont complémentaires aux autres sources de financement et leur introduction n'a pas d'impact négatif sur les autres sources. Au contraire, les observations ont démontré que l'introduction ou la bonification des mesures crée un effet de levier pour l'attraction d'autres sources de financement
- Par ailleurs les entreprises du secteur ont souvent pu atteindre une masse critique et une expertise suffisantes pour élargir leurs marchés et diversifier leur offre créative et ainsi multiplier les opportunités d'affaires et leurs sources de revenus

L'introduction continue de nouvelles mesures de soutien fiscal

- Au cours des 4 dernières années, les Pays-Bas, la Macédoine, la Lituanie et la Slovaquie ont tous mis en place des mesures de soutien fiscal à la production audiovisuelle. La Finlande, la Norvège, la Pologne et la Serbie étudient la possibilité de mettre en place de telles mesures
- Aux États-Unis, la Californie a augmenté son crédit en 2014 et la Georgie planifie une expansion potentielle
- Au Canada, l'Ontario a bonifié son crédit en 2009 et la Colombie-Britannique a fait l'annonce de son intention de bonifier le crédit aux effets visuels et à l'animation (2015)

La préférence pour des mesures de type crédits et rabais d'impôt, mieux ciblés et plus transparents plutôt que des abris fiscaux

- Les crédits d'impôt et les rabais fiscaux sont plus faciles à gérer, ont un retour sur investissement plus direct et offrent plus de transparence que d'autres types de programmes
- Le lien entre le montant du crédit ou du rabais avec les dépenses de main-d'œuvre assure une corrélation positive entre les montants investis et le niveau d'activité, l'emploi, les salaires et les recettes fiscales
- Le 1<sup>er</sup> janvier 2015, l'Irlande a remplacé son abri fiscal historique par un crédit d'impôt

L'adaptation et la modernisation des mesures en place pour tenir compte des nouvelles réalités commerciales et concurrentielles

- Plusieurs territoires ont augmenté au cours des dernières années les taux de crédits ou de rabais ou ont accru les enveloppes dédiées à ces mesures
- Élargissement à d'autres types de production (télévision, animation, jeux vidéo... selon le pays)
- Dans certains cas, des mesures de soutien qui étaient temporaires ont été rendues permanentes

Source : Adapté par KPMG à partir de Observatoire Européen de l'audiovisuel (décembre 2014) « *Impact Analysis of Fiscal Incentive Schemes* »

# Des actifs importants sur lesquels miser pour développer et faire rayonner la filière audiovisuelle québécoise

---

La filière audiovisuelle est une des grandes filières économiques du Québec et elle occupe une place de choix dans les industries culturelles et créatives

- L'écosystème associé à cette filière a atteint au fil des ans une taille et des ramifications (interdépendances) impressionnantes
- Cette filière est très intensive en main-d'œuvre, elle est créatrice de richesse (salaires supérieurs à la moyenne, niveau d'éducation supérieur, etc.) et elle génère des retombées significatives de diverses natures (valeur ajoutée, revenus fiscaux, etc.)
- Les pays avancés économiquement et les pays qui aspirent à le devenir ciblent cette filière
- Le Québec a déjà une place de choix dans le secteur et dispose de grandes forces

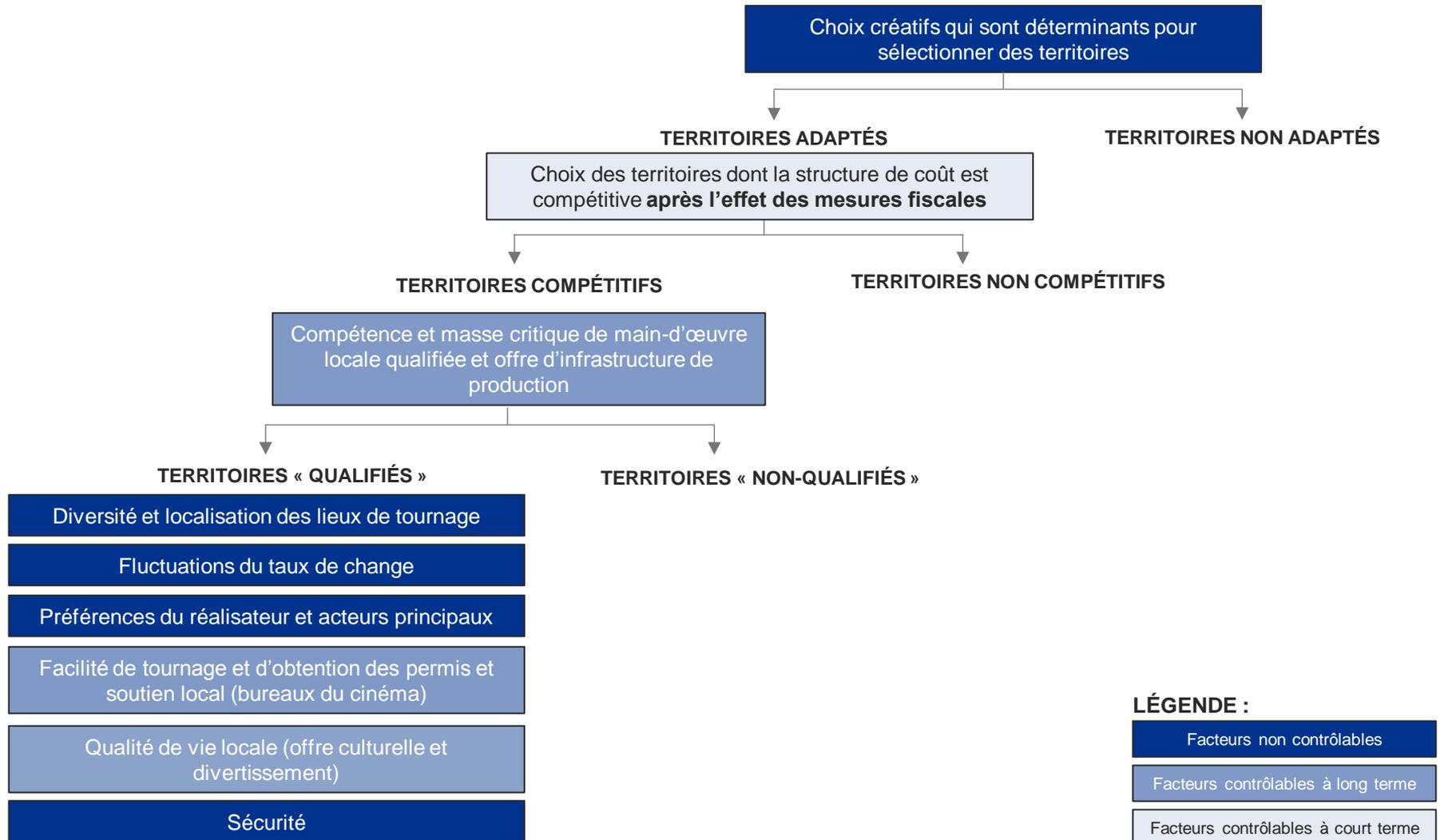
Afin de renforcer le positionnement local de la filière et de profiter des opportunités d'affaires ici et à l'étranger, il importe de poursuivre le développement de la filière de façon stratégique et continue. Pour se faire, deux grandes pistes de développement peuvent être poursuivies :

- Maintenir un soutien adéquat à la production, notamment par des leviers privilégiés tel que le crédit d'impôt, afin de préserver et de renforcer la qualité et la compétitivité des contenus québécois ici et à l'étranger, d'assurer une rentabilité suffisante aux entreprises québécoises et de maintenir la compétitivité du territoire pour les productions étrangères
- À moyen terme, d'autres mesures devraient être mises en place afin de relever les défis et de bénéficier des opportunités de croissance. Parmi les initiatives à poursuivre :
  - Consolider davantage les entreprises québécoises
  - Favoriser la révision des modèles d'affaires des entreprises
  - Profiter du plein potentiel qu'offrent les nouvelles plateformes
  - Investir en amont dans le développement (ex.: nouveaux concepts) et dans les œuvres de contenu original à fort potentiel d'exportation (valoriser la propriété intellectuelle)
  - Soutenir spécifiquement les productions numériques
  - Concevoir une stratégie porteuse pour l'attrait des productions étrangères

# Annexe

Tournages étrangers : concurrence, coûts et territoires

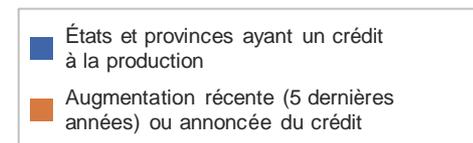
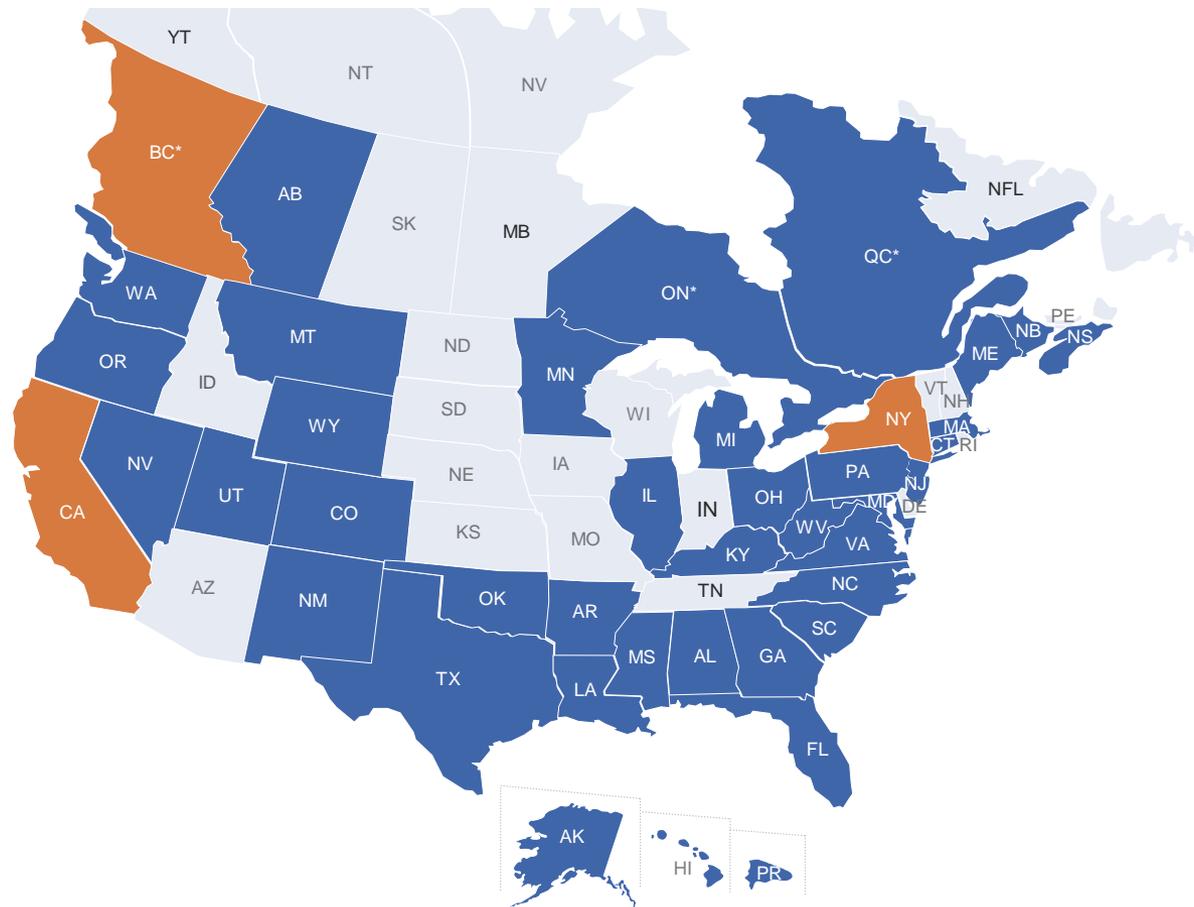
# La compétitivité des coûts est un facteur décisif au choix du lieu de tournage



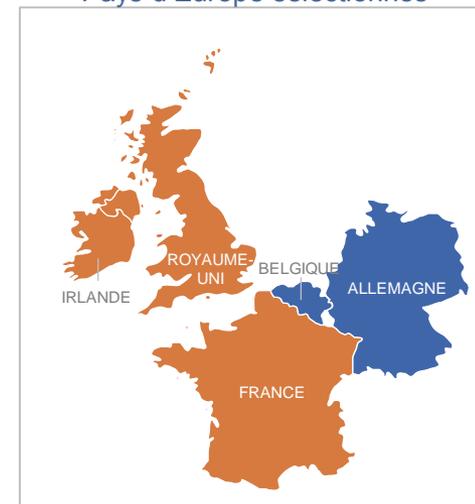
Source: Adapté de Observatoire européen de l'audiovisuel (décembre 2014) « Impact of European Fiscal Incentives »

# Une vive compétition pour attirer les tournages étrangers

Plusieurs pays, états américains et provinces canadiennes ont récemment augmenté leur crédit d'impôt ou songent à l'augmenter prochainement: c'est le cas de la France et du Royaume-Uni, des états de la Californie et de New York, ainsi que la Colombie-Britannique



Pays d'Europe sélectionnés



Sources: Cast and Crew Entertainment Services, Department of Legislative Services – Office of Policy Analysis (Octobre 2014) "Evaluation of the Maryland Film Production Activity Tax Credit"; KPMG Analysis

\*Crédit de base pour les productions étrangères: des bonifications sont disponibles

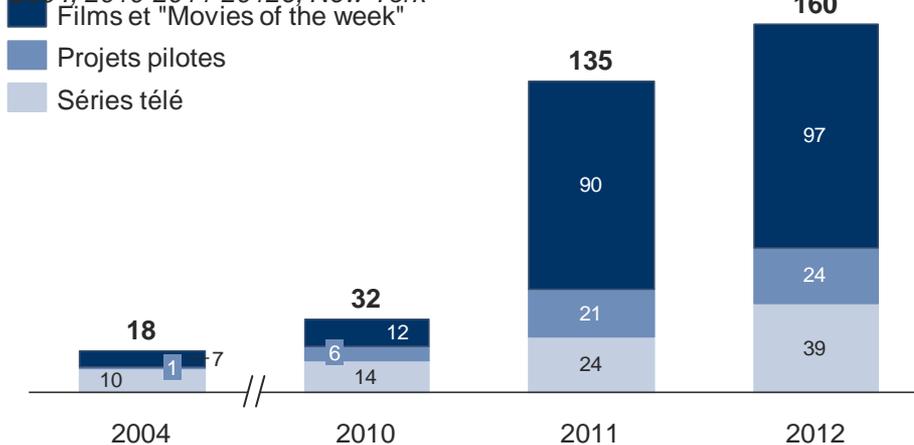
# L'impact des crédits d'impôt est majeur dans les territoires concurrents comme New York

New York est en voie de devenir le nouveau Hollywood de l'Est grâce à l'instauration d'un généreux crédit d'impôt en 2004 (et son augmentation du crédit en 2008) : le nombre de productions éligibles a augmenté de plus de 400% à New York entre 2010 et 2012

- Par exemple, des séries comme Ugly Betty, Life on Mars, Fringe et Kings ont été produites à New York plutôt qu'à Los Angeles
- Par ailleurs, suite à un lobby de l'industrie du cinéma au cours des dernières années, la Californie, état d'où émane la majorité des méga productions, a tout récemment mis en place une nouvelle mesure fiscale afin de retenir la production des films et séries. En effet, l'état de la Californie, après que des études aient démontré que des fuites de près d'un milliard \$ par année étaient engendrées par le déplacement de projets vers des territoires plus compétitifs tels que le Canada, le Royaume-Uni et des états comme la Géorgie et New York, a voté il y a quelques mois une expansion de l'enveloppe du crédit d'impôt qui est passé de 100 M\$ à 330 M\$ en 2014 qui a déjà entraîné une hausse de 10% de la production par rapport à l'année précédente, selon FilmLA

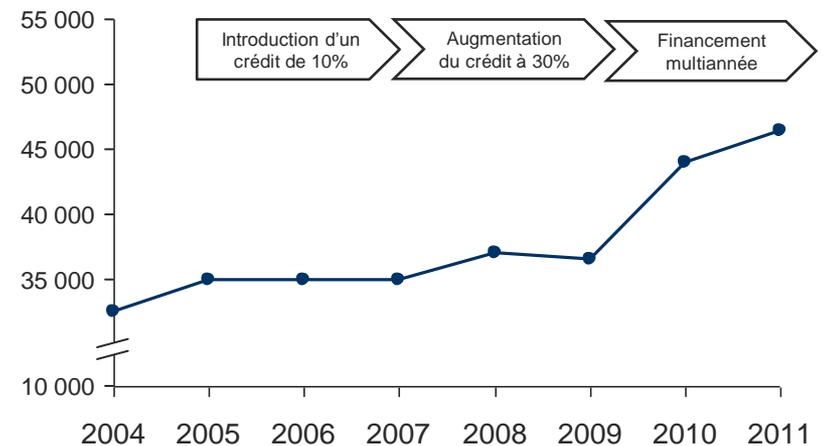
## Nombre de projets ayant utilisé les crédits d'impôt à la production

2004, 2010-2011-2012; New York



## Croissance de l'emploi dans l'industrie du film et de la vidéo à New York

2004-2011, en nombre d'emplois



Source: Motion Picture Association of America (MPAA), New York Production Alliance, Los Angeles Times (1<sup>er</sup> mai 2013), Variety (27 août 2013) et analyses KPMG-

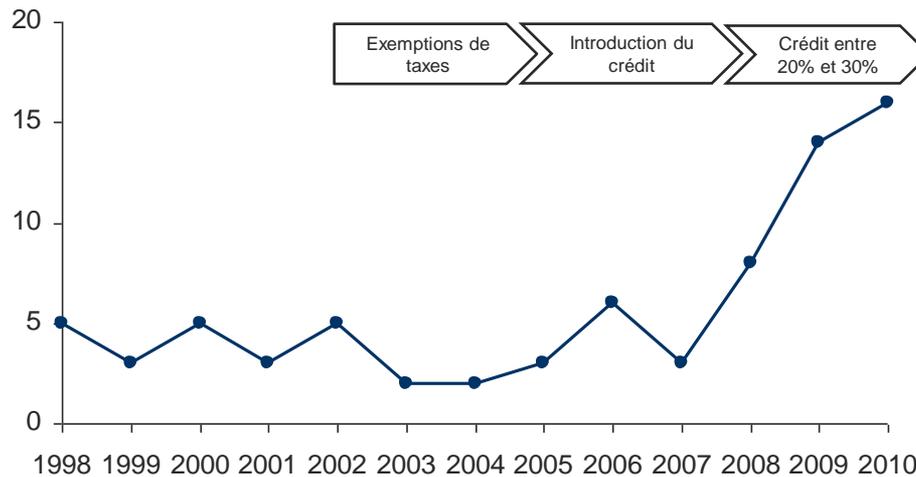
# D'autres états comme la Georgie ont vu le nombre de productions augmenté après l'implantation du crédit

L'état de la Georgie a introduit un premier crédit d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle en 2005, puis a augmenté ce crédit à un taux qui peut atteindre 30% des dépenses admissibles de production (« all spend ») en 2008

- Depuis l'implantation du crédit d'impôt, le nombre de productions cinématographiques a augmenté significativement en Georgie: de trois productions cinématographiques en 2005 à 16 productions en 2010
- Cette tendance s'observe également pour les productions télévisuelles: en 1998, trois productions télévisuelles étaient filmées en Georgie, alors que ce chiffre était de 55 en 2010
- Les activités de production permettent de soutenir des milliers emplois, soit 11 000 emplois directs et indirects en 2010 contre 1 720 en 2005

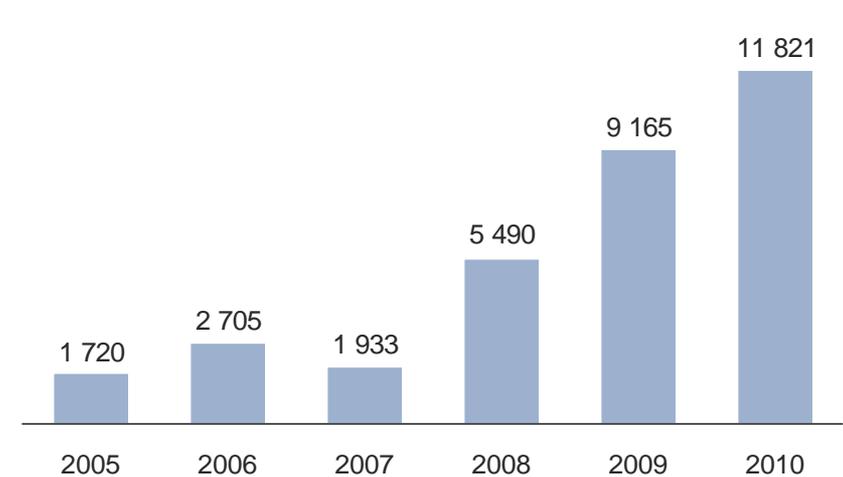
## Évolution du nombre de productions cinématographiques par année en Georgie

1998-2010, en nombre de productions



## Total des emplois directs et indirects dans l'industrie du film et de la télévision en Georgie

2005-2010, en M\$



Source: Georgia Film, Music & Digital Entertainment Office et analyses KPMG-SECOR



*simplifier la complexité*

#### KPMG – CONFIDENTIEL

L'information publiée dans le présent document est de nature générale. Elle ne vise pas à tenir compte des circonstances de quelque personne ou entité particulière. Bien que nous fassions tous les efforts nécessaires pour assurer l'exactitude de cette information et pour vous la communiquer rapidement, rien ne garantit qu'elle sera exacte à la date à laquelle vous la recevrez ni qu'elle continuera d'être exacte dans l'avenir. Vous ne devez pas y donner suite à moins d'avoir d'abord obtenu un avis professionnel se fondant sur un examen approfondi des faits et de leur contexte.

© 2014 KPMG, s.r.l./S.E.N.C.R.L., société canadienne à responsabilité limitée et cabinet membre du réseau KPMG de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Cooperative (« KPMG International »), entité suisse. Tous droits réservés.

KPMG, le logo de KPMG et le slogan « simplifier la complexité » sont des marques déposées ou des marques de commerce de KPMG International.